DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES

Compendium 2017



GRIP

sipri

LES RAPPORTS DU GRIP 2017/7

© GROUPE DE RECHERCHE
ET D'INFORMATION
SUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ

chaussée de Louvain, 467
B-1030 Bruxelles
Tél.: +32 (0) 2 241 84 20
Courriel: admi@grip.org
Site Internet: www.grip.org
Twitter : @grip_org
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information
sur la paix et la sécurité (GRIP)
est une association sans but lucratif.

La reproduction est autorisée,
moyennant mention de la source et de l'auteur
Photo de couverture : Endless War / Raf Schoenmaekers

Prix : 8 euros

ISSN : 2466-6734
ISBN : 978-2-87291-103-5

Retrouver ce rapport sur :
www.grip.org/fr/node/2416

Les rapports du GRIP sont également
diffusés sur www.i6doc.com,

Avec le soutien de la
Wallonie

Le GRIP bénéficie du soutien
du Service de l'Éducation permanente
de la Fédération Wallonie-Bruxelles
www.educationpermanente.cfwb.be

Ce rapport est publié dans le cadre du programme « Cellule de veille sur la production et les transferts d'armes dans le monde » subventionné par la Région wallonne. Les informations délivrées et les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur auteur et ne sauraient refléter une position officielle de la Région wallonne.

DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES

Compendium 2017

LES RAPPORTS DU GRIP 2017/7

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
Les dépenses militaires	4
La production d'armements	4
Les transferts d'armements conventionnels majeurs	5
TENDANCES DES DÉPENSES MILITAIRES DANS LE MONDE, 2016	7
Tendances générales	7
TOP 15 des dépenses militaires en 2016	8
Dépenses militaires et prix pétroliers	15
LE TOP 100 DES ENTREPRISES DE PRODUCTION D'ARMES ET DE SERVICES MILITAIRES SELON LE SIPRI, 2015	17
Évolutions du Top 100	17
Évolutions nationales	23
TENDANCES DES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMEMENTS, 2016	29
Tendances générales	29
Les exportateurs, 2012-16	30
Les importateurs, 2012-16	34

INTRODUCTION

Les données et statistiques publiées dans ce rapport sont une synthèse des données et statistiques relatives aux dépenses militaires mondiales, à la production et aux transferts internationaux d'armements conventionnels publiées au cours de l'année 2017. Les références de ce rapport sont principalement les publications et les bases de données du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI) à Stockholm. Certains tableaux en annexes sont complétés par des statistiques socio-économiques extraites des bases de données d'Eurostat, de l'OCDE, de la Banque mondiale ou d'autres producteurs de données. Dans tous les cas, les sources sont clairement indiquées.

Ce Compendium 2017 annule et remplace toutes les données contenues dans les versions antérieures. Il est une analyse condensée des tendances en matière de dépenses militaires, de production et de commerce des armes. Il propose des faits et des statistiques de base directement exploitables par le lecteur et régulièrement mis à jour sur les sites Internet du SIPRI et du GRIP[1]. Pour le lecteur qui souhaite approfondir une thématique, il est également un outil précieux qui facilitera l'accès et la compréhension des bases de données et analyses plus complètes du SIPRI.

Encadré 1. Le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI)

Le SIPRI a été créé à l'initiative du Parlement suédois en 1966 afin de commémorer 150 ans d'une paix ininterrompue pour la Suède. Institut international indépendant spécialisé dans la recherche sur les conflits, les armes et leur contrôle, et le désarmement, le SIPRI fournit des données, analyses et recommandations basées sur des sources ouvertes, aux décideurs politiques, chercheurs, médias ainsi qu'à tout public intéressé.

Un couple exceptionnel en aura marqué les premières années, en se succédant à la tête du premier conseil d'administration. Alva Myrdal tout d'abord : écrivaine, successivement diplomate, parlementaire et membre du gouvernement suédois, elle sera nommée en 1962 représentante de la Suède à la Conférence sur le désarmement à Genève. Cheffe de file des pays non alignés, elle exercera dès ce moment une pression permanente sur les deux superpuissances pour les amener sur la voie de mesures concrètes en faveur d'une réduction et du contrôle des armements. Cette ténacité sera récompensée par le prix Nobel de la Paix en 1982. Inlassable militante pour la paix, mais également convaincue de la nécessité d'aborder la lutte pour la paix et le désarmement selon une méthode rigoureuse, elle contribua à faire rapidement du SIPRI une référence internationalement reconnue. Son mari, Gunnar Myrdal, économiste engagé, de réputation internationale et lauréat du Prix de la Banque de Suède en mémoire d'Alfred Nobel en 1974, lui succédera à la présidence du SIPRI de 1968 à 1973.

Le SIPRI publie depuis 1969 un annuaire, le *SIPRI Yearbook*, qui est devenu un ouvrage de référence aussi bien pour les gouvernements que pour les organisations non gouvernementales et les milieux académiques.

1. Lien direct : http://www.grip.org/fr/databases

Les dépenses militaires

La section 2 de ce Compendium est une traduction du « *SIPRI Fact Sheet – Trends in World Military Expenditure, 2016* »[2]. Les données relatives aux **dépenses militaires** dans le monde sont établies par le SIPRI selon une méthodologie rigoureuse sur la base des informations fournies par les gouvernements et les organisations internationales (OTAN, FMI, OCDE, PNUD)[3].

La *SIPRI Military Expenditure Database* fournit des données sur les dépenses militaires par pays pour les années 1949-2016 aux prix actuels locaux, dollars constants en pourcentages du PIB par habitant et en pourcentage (%) des dépenses des administrations publiques.

Dans la mesure du possible, les données du SIPRI sur les dépenses militaires comprennent toutes les dépenses courantes et en capital relatives aux forces armées, y compris les forces de maintien de la paix ; les ministères de la défense et d'autres organismes gouvernementaux engagés dans des projets de défense ; les forces paramilitaires, lorsqu'on estime qu'elles sont formées et équipées pour des opérations militaires ; et les activités spatiales à caractère militaire.

Ces dépenses devraient inclure le personnel militaire et civil, y compris les retraites et les services sociaux liés au personnel ; les opérations et la maintenance ; l'approvisionnement ; la recherche et le développement militaire ainsi que l'aide militaire (dans les dépenses militaires du pays donateur). La défense civile et les dépenses courantes relatives aux activités militaires antérieures – telles que les avantages alloués aux anciens combattants, la démobilisation et la destruction d'armes – n'en font pas partie.

La base de données et d'autres détails sur les sources et les méthodes utilisées sont disponibles à <https://www.sipri.org/databases/milex>.

La production d'armements

La section 3 de ce Compendium est une traduction du « *SIPRI Fact Sheet – The SIPRI Top 100 Arms-producing and Military Services Companies, 2015* »[4] et est consacrée aux principaux **groupes industriels de production d'armement** dans le monde.

Les éditions précédentes du Compendium se référaient aux données du Top 100 publiées par la revue spécialisée *Defense News* en raison de sa disponibilité plus précoce.

2. Tian, N., Fleurant, A., Wezeman, P. D. *et al.* ; Trends in World Military Expenditure, 2016 (SIPRI, avril 2017), https://www.sipri.org/publications/2017/sipri-fact-sheets/trends-world-military-expenditure-2016
3. Pour une explication de la méthodologie, voir : http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database/copy_of_sources_methods
4. Fleurant, A., Perlo-Freeman, S., Wezeman, P. D. *et al.*, The SIPRI Top 100 arms-producing and military services companies, 2015 (SIPRI, décembre 2016), https://www.sipri.org/publications/2016/sipri-fact-sheets/sipri-top-100-arms-producing-and-military-services-companies-2015

Les archives relatives au Top 100 des groupes de l'armement dans le monde établi par *Defense News* depuis 1998 sont disponibles dans la rubrique « Chiffres clés » sur le site Internet du GRIP : < http://www.grip.org/fr/node/1715 >. Ce Top 100 ne diffère pas fondamentalement de celui établi par le SIPRI, mais ce dernier présente l'avantage de prendre en compte les principales filiales des grands groupes.

Les transferts d'armements conventionnels majeurs

La section 4 de ce Compendium est une traduction du « *SIPRI Fact Sheet – Trends in International Arms Transfers, 2016* »[5]. Les données et informations relatives aux **transferts internationaux d'armements conventionnels** sont extraites des bases de données et publications du *Stockholm International Peace Research Institute (*SIPRI).

Cette base de données contient des informations sur tous les transferts internationaux d'armes majeures (les ventes, les cadeaux et la production sous licence) aux États, organisations internationales et groupes armés non étatiques depuis 1950. C'est la seule ressource accessible au public de données cohérentes sur les transferts armes depuis cette date. La base de données peut être utilisée pour suivre les transferts d'armes majeures et répondre à des questions telles que :

- Qui sont les fournisseurs et les bénéficiaires d'armes majeures ?
- Comment les relations entre différents fournisseurs et bénéficiaires ont-elles évolué au fil du temps ?
- Où les pays en conflit se procurent-ils leurs armes ?
- Comment les États appliquent-ils leur réglementation sur le contrôle des exportations ?
- Où se produisent les accumulations potentiellement déstabilisatrices d'armes aujourd'hui ?
- Quelles armes majeures ont été exportées ou importées ?

La base de données est disponible en ligne à <http://www.sipri.org/databases/arms transfers/>.

Les statistiques du SIPRI, bien que d'une très grande rigueur, doivent être utilisées avec prudence en raison de la méthodologie, souvent mal comprise par le public, les médias et de nombreux chercheurs : les chiffres publiés sont des indicateurs de tendance (*Trend Indicator Value*, TIV) établis selon une grille de prix propre au SIPRI. Le TIV est basé sur une estimation du coût de production unitaire d'un ensemble de types d'armes de référence. Lorsque le prix d'un armement n'est pas connu, il est estimé par comparaison avec les caractéristiques et l'année de production d'un armement comparable.

5. Fleurant, A., Wezeman, P. D., Wezeman, S. T. *et al.*, Trends in International Arms Transfers, 2016 (SIPRI, février 2017), https://www.sipri.org/publications/2017/sipri-fact-sheets/trends-international-arms-transfers-2016

Un armement d'occasion qui a déjà servi dans des forces armées est ainsi estimé à 40 % du prix d'un armement neuf. Un armement qui a fait l'objet d'une révision ou mise à niveau majeure reçoit une valeur correspondant à 66 % de celle d'un équipement neuf. Le lecteur est invité à prendre attentivement connaissance de cette méthodologie sur le site du SIPRI[6].

Le TIV ne représente donc pas une valeur financière réelle des ventes d'armes, mais a pour objectif d'établir une unité commune pour la mesure de l'évolution dans le temps des flux d'armements entre les pays et les régions. Le TIV ne peut donc en aucune manière être comparé avec, par exemple, le produit intérieur brut ou les chiffres des exportations contenus dans un rapport gouvernemental.

Les statistiques du SIPRI concernent les « armements conventionnels majeurs » (*major conventional weapons*) répartis en une dizaine de catégories : aéronefs, systèmes de défense anti-aérienne et sous-marine, véhicules blindés, artillerie, systèmes radar, missiles, navires, moteurs, satellites et autres.

Par contre, les transferts de technologies ou de services ainsi que certains équipements – dont les armes légères et de petit calibre (ALPC), les pièces d'artilleries d'un calibre inférieur à 100 mm ainsi que les munitions – sont exclus des statistiques du SIPRI. Cette exclusion des ALPC et munitions doit être bien comprise pour l'interprétation des données de certains pays. C'est notamment le cas pour la Belgique, dont une part très importante des exportations porte précisément sur des armes légères et de petit calibre et leurs munitions : les données établies par le SIPRI pour la Belgique ne peuvent par conséquent en aucune façon être comparées à celles communiquées dans les rapports des entités fédérées.

6. Pour une explication de la méthodologie, voir : http://www.sipri.org/databases/armstransfers/background

TENDANCES DES DÉPENSES MILITAIRES DANS LE MONDE, 2016

Par Nan TIAN, Dr Aude FLEURANT, Pieter D. WEZEMAN et Siemon T. WEZEMAN[7]

Tendances générales

Les dépenses militaires mondiales sont estimées à 1 686 milliards USD en 2016, soit 2,2 % du produit intérieur brut (PIB) mondial ou 227 USD par personne[8], et une augmentation marginale d'environ 0,4 % en termes réels par rapport à 2015[9]. Après treize années consécutives d'augmentation (1998 à 2011), les dépenses militaires mondiales ont continué à se stabiliser – avec quelques diminutions mineures entre 2011 et 2014 (en moyenne 0,7 % par an) et de légères augmentations en 2015 et 2016 (voir figure 1)[10].

Dans de nombreux pays exportateurs de pétrole, on peut établir une corrélation entre l'augmentation des dépenses militaires au cours des dix dernières années et les prix élevés du pétrole. Par la suite, la chute de ce prix a entraîné une diminution substantielle des dépenses militaires. Depuis la fin de 2014, la forte baisse des prix des hydrocarbures et la baisse persistante des cours d'autres ressources ont eu un impact important sur les dépenses dans plusieurs pays exportateurs de pétrole. La baisse des recettes pétrolières a obligé de nombreux pays exportateurs de pétrole à réduire leurs budgets publics, y compris militaires. Les chutes dans des pays comme l'Angola, l'Équateur, l'Irak, le Mexique, l'Arabie saoudite, le Soudan du Sud et le Venezuela ont affecté les tendances régionales de manière générale.

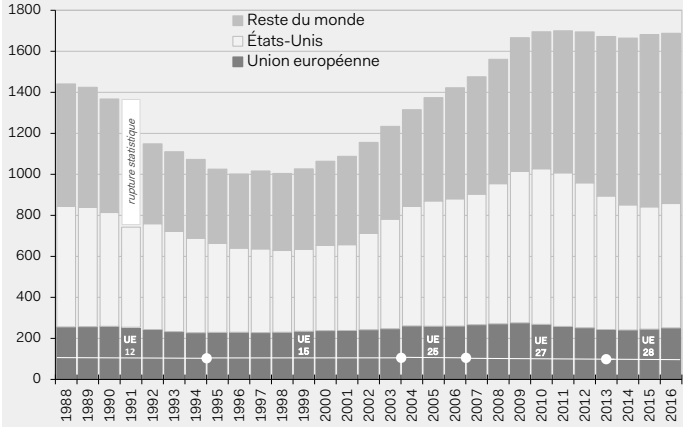
7. Dr. Aude Fleurant (Canada/France) est Directrice de Programme au SIPRI, Pieter D. Wezeman (Pays-Bas/Suède) et Siemon T. Wezeman (Pays-Bas) sont chercheurs confirmés au SIPRI et Nan Tian (Chine/Afrique du Sud) est chercheure du Programme armements et dépenses militaires au SIPRI.

8. Sauf indication contraire, les chiffres en dollars pour les dépenses militaires nationales, régionales ou mondiales en 2016 sont donnés aux prix et taux de change courants (« nominaux ») en 2016, c'est-à-dire convertis de la devise nationale en USD au taux moyen du marché ou au taux de change officiel pour 2016.

9. Sauf indication contraire, les chiffres relatifs aux évolutions du pourcentage dans le temps sont donnés en termes réels (« constants »), c'est-à-dire ajustés en fonction de l'inflation. La base de données sur les dépenses militaires du SIPRI comprend des chiffres pour chaque pays et région en USD constants (2015), qui constituent la base des calculs en termes réels. Cela signifie que les chiffres en devise locale sont d'abord ajustés en fonction de l'inflation dans chaque pays pour les exprimer en prix 2015 et ensuite convertis en USD au taux moyen du marché ou du taux de change officiel pour 2015.

10. La base de données sur les dépenses militaires du SIPRI a été mise à jour le 24 avril 2017 pour inclure les nouvelles données de 2016. La présente *SIPRI Fact Sheet* souligne les tendances régionales et nationales en 2016 et entre 2007 et 2016, comme le montrent les nouvelles données.

Figure 1.
DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES
(MILLIARDS USD CONSTANTS 2015), 1988–2016



Note : Les totaux sont basés sur les données des 172 États de la base de données du SIPRI sur les dépenses militaires, <http://www.sipri.org/databases/milex/>. L'absence de données pour l'Union soviétique en 1991 entraine l'impossibilité de calculer un total pour cette année.

TOP 15 des dépenses militaires en 2016

Les quinze pays les plus dépensiers en 2016 étaient les mêmes qu'en 2015, en dépit d'un classement quelque peu différent (voir tableau 1). Ils représentent 1 360 milliards USD, soit 81 % du total mondial. Entre 2007 et 2016, la Chine a connu la plus forte croissance, avec une augmentation de 118 %, suivie de la Russie (87 %) et de l'Inde (54 %). À la même période, l'Italie (-16 %), le Royaume-Uni (-12 %) et les États-Unis (-4,8 %) ont été les seuls du top 15 à diminuer leurs dépenses militaires.

En 2016, le total des dépenses militaires américaines de 611 milliards USD représente plus du tiers (36 %) du total mondial. C'est près de trois fois le niveau des dépenses chinoises, classées deuxièmes (voir figure 2). Les dépenses militaires américaines ont augmenté de 1,7% entre 2015 et 2016, pour la première fois après cinq années consécutives de déclin. Malgré cette légère croissance, les dépenses américaines restent de 20 % inférieures à celles de 2010. La petite reprise en 2016 peut être attribuée à la législation adoptée en 2013 et en 2015, qui assouplit les limites budgétaires imposées en 2011.

Faits principaux

- Les dépenses militaires mondiales s'élèvent à 1686 milliards USD en 2016, soit une augmentation de 0,4 % en termes réels.
- Les dépenses militaires totales représentent 2,2 % du PIB mondial en 2016.
- Les cinq pays les plus dépensiers en 2016 sont les États-Unis, la Chine, la Russie, l'Arabie saoudite et l'Inde.
- Les dépenses militaires ont augmenté en Asie et Océanie, en Europe (occidentale, centrale, et orientale) et en Amérique du Nord.
- Les dépenses militaires ont diminué en Afrique, en Amérique centrale et Caraïbes et en Amérique du Sud.
- Parmi les pays du Moyen-Orient pour lesquels des données sont disponibles, les dépenses militaires totales ont diminué de 17 % ; les principales baisses ont été enregistrées en Irak (-36 %) et en Arabie saoudite (-30 %).
- Les dépenses militaires aux États-Unis ont augmenté de 1,7 % pour s'établir à 611 milliards USD en 2016, la première augmentation après cinq années de déclin consécutives. Malgré cette augmentation, les dépenses militaires américaines restent de 20 % inférieures à celles de 2010.
- La chute des prix mondiaux du pétrole ont fortement affecté les dépenses militaires dans la majorité des pays dépendants des exportations de pétrole. Dans de nombreux pays (l'Arabie saoudite, le Soudan du Sud et le Venezuela), les coupes ont été si importantes qu'elles ont affecté les tendances des dépenses régionales et sous-régionales.

Tableau 1.
DÉPENSES MILITAIRES DES 15 PAYS LES PLUS DÉPENSIERS EN 2016

Chiffres des dépenses en milliards USD, à prix et taux de change courants. Les chiffres des évolutions sont calculés sur la base des chiffres de dépenses à prix constants. Les totaux peuvent varier en raison des conventions en matière d'arrondis.

Rang			Dépenses, 2016 (Mrd $, TCM)	Variation, 2007-16 (%)	Part mondiale, 2016 (%)	Dépenses en % du PIB[b]	
2016	2015[a]	Pays				2007	2006
1	1	États-Unis	611	*-4,8*	*36*	*3,8*	*3,3*
2	2	Chine	[215]	*118*	*[13]*	*[1,9]*	*[1,9]*
3	4	Russie	69,2	*87*	*4,1*	*[3,4]*	*5,3*
4	3	Arabie saoudite	[63,7]	*20*	*[3,8]*	*8,5*	*[10]*
5	7	Inde	55,9	*54*	*3,3*	*2,3*	*2,5*
6	5	France	55,7	*2,8*	*3,3*	*2,3*	*2,3*
7	6	Royaume-Uni	48,3	*–12*	*2,9*	*2,2*	*1,9*
8	8	Japon	46,1	*2,5*	*2,7*	*0,9*	*1*
9	9	Allemagne	41,1	*6,8*	*2,4*	*1,2*	*1,2*
10	10	Corée du Sud	36,8	*35*	*2,2*	*2,5*	*2,7*
11	11	Italie	27,9	*-16*	*1,7*	*1,6*	*1,5*
12	13	Australie	24,6	*29*	*1,5*	*1,8*	*2*
13	12	Brésil	23,7	*18*	*1,4*	*1,5*	*1,3*
14	14	EAU[c]	[22,8]	*123*	*[1,3]*	*[3,3]*	*[5,7]*
15	15	Israël	18	*19*	*1,1*	*6,7*	*5,8*
Total Top 15			**1360**	**..**	***81***	**..**	**..**
Total monde			**1686**	***14***	***100***	***2,3***	***2,2***

[.] = estimation SIPRI ; PIB = produit intérieur brut ; TCM = Taux de change du marché ; EAU = Émirats arabes unis.

[a] Les classements pour 2015 sont basés sur les chiffres mis à jour des dépenses militaires pour 2016 dans l'édition actuelle de la base de données « SIPRI Military Expenditure ». Ils peuvent donc différer des classements pour 2015 du SIPRI Yearbook 2016 et d'autres publications du SIPRI en 2016. Les pays sont classés selon les dépenses militaires calculées d'après les taux de change du marché (TCM).

[b] Les chiffres relatifs à la part des dépenses militaires dans le PIB sont basés sur des estimations du PIB de 2016 de la base de données sur les Perspectives de l'économie mondiale et statistiques financières internationales du Fonds monétaire international (FMI), octobre 2016.

[c] Les chiffres concernant les EAU concernent 2014, car aucune donnée n'est disponible pour 2015 et 2016. L'évolution du pourcentage est donc de 2007 à 2014.

Cependant, vu le contexte de l'élection présidentielle et l'incapacité du Congrès américain et de la Maison-Blanche à se mettre d'accord sur un budget à mettre en œuvre au 1er octobre 2016, l'évolution à court terme des dépenses militaires du pays est incertaine.

À la suite d'une augmentation inattendue de ses dépenses militaires fin 2016 et de grandes coupes dans le budget militaire de l'Arabie saoudite, la Russie a dépassé celle-ci en occupant la 3e place en 2016. L'Inde est passée de 7e à 5e après sa plus grande augmentation des dépenses annuelles depuis 2009. Quant au Royaume-Uni et au Brésil, ils ont perdu une place au classement. Le Royaume-Uni est passé de 6e à 7e, une évolution largement attribuée à la dévaluation de la livre sterling à la suite du référendum sur l'adhésion à l'UE. Au Brésil, qui est passé de la 12e à la 13e position, l'absence de reprise d'une économie en pleine récession a causé une diminution des dépenses militaires de 7,2 %.

Tendances régionales[11]

Les dépenses militaires en Amérique du Nord ont connu leur première augmentation annuelle (1,7 %) depuis 2010. L'Europe centrale, orientale et occidentale ont également enregistré des hausses annuelles, respectivement de 2,4, 3,5 et 2,6 % (voir

11. Tous les totaux excluent les chiffres relatifs à certains pays pour lesquels on considère que des estimations raisonnables sont impossibles en raison d'un manque de données à long terme. Ces pays sont Cuba, l'Érythrée, la Corée du Nord, la Somalie, la Syrie, le Turkménistan et l'Ouzbékistan.

Figure 2.
PART DES DÉPENSES MILITAIRES MONDIALES DES 15 ÉTATS LES PLUS DÉPENSIERS EN 2016

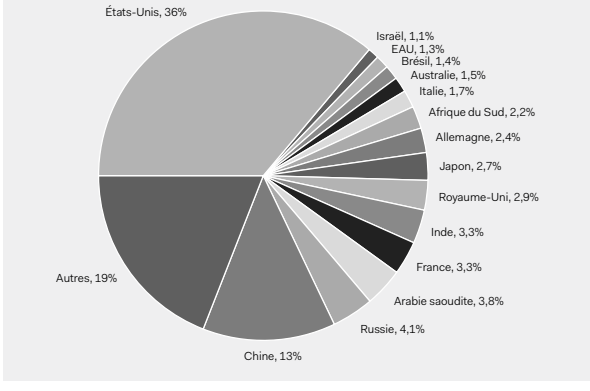
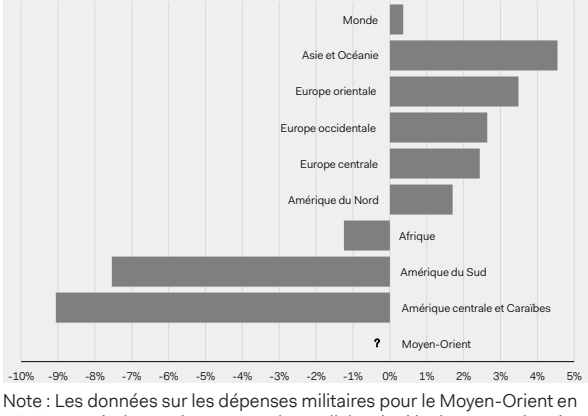


Figure 3.
ÉVOLUTION DES DÉPENSES MILITAIRES, PAR RÉGION, 2015-16



Note : Les données sur les dépenses militaires pour le Moyen-Orient en 2016 sont très incertaines. Le total mondial estimé inclut une estimation pour le Moyen-Orient.

figure 3). Les dépenses de l'Asie et Océanie ont augmenté de 4,6 % en 2016. En revanche, elles ont diminué en Amérique centrale et dans les Caraïbes (-9,1 %), en Amérique du Sud (-7,5 %), en Afrique (-1,3 %) et dans l'ensemble des pays du Moyen-Orient dont les données sont disponibles.

Afrique

Les dépenses militaires en Afrique ont globalement diminué de 1,3 % pour s'établir à 37,9 milliards USD en 2016 (voir tableau 2). C'est la deuxième année de diminution après onze années consécutives d'augmentation depuis 2003. Les dépenses africaines totales sont cependant encore de 48 % supérieures à celles de 2007.

Les dépenses militaires en Afrique du Nord continuent d'augmenter. Le total 2016, de 18,7 milliards USD, représente une augmentation de 1,5 % par rapport à 2015 et de 145 % par rapport à 2007. L'Algérie, le plus grand dépensier du continent, a augmenté ses dépenses militaires de 2,3 % par rapport à 2015, un niveau d'augmentation beaucoup plus faible que tout autre année depuis 2007. Ce ralentissement de la croissance intervient alors que la baisse des prix du pétrole a eu un impact majeur sur les finances publiques algériennes.

En revanche, les dépenses en Afrique subsaharienne ont diminué de 3,6 %, principalement en raison des coupes dans les dépenses du Soudan du Sud et de l'Angola. Face à de graves problèmes économiques dus à la chute des revenus pétroliers, les dépenses militaires au Soudan du Sud ont diminué de 54 %, tandis que celles de l'Angola ont diminué de 10 % pour atteindre les niveaux les plus bas depuis 2006.

Malgré les nombreux conflits en cours en Afrique subsaharienne, les augmentations des dépenses militaires des pays en conflit étaient nettement inférieures à celles de 2015. Par exemple, en RDC, elles n'ont augmenté que de 2,4 %, après une augmentation

de 43 % en 2015, en dépit des conflits civils en cours dans certaines régions du pays. Alors qu'il tente de consolider la paix et lutte contre les extrémistes islamistes armés, le Mali a augmenté ses dépenses militaires de 18 % en 2016. S'il s'agit de la deuxième augmentation la plus élevée en Afrique subsaharienne, elle est beaucoup plus faible que celle de 2015 (67 %).

Le Botswana a enregistré le pourcentage le plus élevé d'augmentation des dépenses militaires entre 2015 et 2016 de toute l'Afrique. Alors que ce pays est l'une des régions les moins conflictuelles d'Afrique subsaharienne et l'un des rares pays africains à n'avoir jamais été impliqué dans un conflit armé, ses dépenses militaires ont augmenté de 40 %, soit 152 millions USD, en 2016. Selon les rapports, ces dépenses s'inscrivent dans un programme de modernisation militaire du pays. Les dépenses militaires au Nigeria n'ont augmenté que de 1,2 % pour s'établir à 1,7 milliard USD en 2016, malgré les opérations militaires à grande échelle contre Boko Haram. Les allégations de corruption liée aux achats militaires, continuent toutefois de poser des questions sur la fiabilité des chiffres publiés par le pays.

Tableau 2.
DÉPENSES MILITAIRES EN AFRIQUE

	Dépenses, 2016 (Mrd $)	Variation (%) [a]	
		2015-16	2007-16
Afrique [b]	***(37,9)***	***-1,3***	***48***
Afrique du Nord	(18,7)	*1.5*	*145*
Afrique Subsaharienne [b]	(19,2)	*-3,6*	*8,5*

(.) = Estimation incertaine.
a Évolution en termes réels.
b Le total exclut l'Érythrée et la Somalie.

Amériques

Les dépenses militaires dans les Amériques ont augmenté de 0,8 % en 2016 pour s'établir à 693 milliards USD – encore 4,4 % de moins qu'en 2007 (voir tableau 3). En Amérique du Nord (Canada et USA), elles étaient de 626 milliards USD en 2016, soit 90 % du total de la région. Les dépenses militaires de l'Amérique du Nord sont de 1,7 % plus élevées qu'en 2015 et 4,8 plus basses qu'en 2007. Celles de l'Amérique du Sud continuent de décroitre après un pic atteint en 2013, alors que l'Amérique centrale et les Caraïbes ont chuté pour la première fois depuis 2003. Les deux régions ensemble arrivent à un total de 66,6 milliards USD, soit 7,8 % de moins qu'en 2015 et un niveau équivalent à celui de 2007.

La diminution des dépenses militaires en Amérique du Sud (-7,5 %) peut s'expliquer principalement par un environnement sécuritaire stable, l'approfondissement de l'impact de la chute des prix pétroliers sur les pays exportateurs de pétrole et les difficultés économiques du Brésil. Plongé dans le chaos économique à cause de la chute des prix pétroliers, le Venezuela a diminué ses dépenses militaires de 2,9 milliards USD (-56 %) par rapport à 2015, ce qui représente 68 % de la diminution totale

Tableau 3.
DÉPENSES MILITAIRES DANS LES AMÉRIQUES

	Dépenses, 2016 (Mrd $)	Variation (%) [a]	
		2015-16	2007-16
Amérique	**693,0**	***0,8***	***-4,4***
Amérique centrale et Caraïbes [b]	7,8	*-9,1*	*50,0*
Amérique du Nord	626,0	*1,7*	*-4,8*
Amérique du Sud	58,8	*-7,5*	*-5,5*

a Évolutions exprimées en termes réels.
b Total à l'exclusion de Cuba.

de la sous-région. De même, avec le rétrécissement des revenus que le gouvernement tire des exportations pétrolières, l'Équateur et le Pérou ont également réduit leurs dépenses militaires, respectivement de 13 et 20 %. Le Brésil, plus grand dépensier de la région, a connu une aggravation de sa récession qui l'a amené à réduire davantage le budget militaire (-7,2 %). Alors que de nombreux grands dépensiers militaires d'Amérique du Sud ont coupé leurs budgets en 2016, d'importantes augmentations ont eu lieu en Argentine (12 %) et en Colombie (8,8 %).

En Amérique centrale et dans les Caraïbes, les dépenses militaires évoluent principalement en fonction du Mexique, qui représente 77 % des dépenses de la sous-région. L'augmentation des dépenses de ce pays ces dernières années est due à l'usage de la force militaire contre les cartels de la drogue. Pourtant en 2016, les dépenses militaires ont baissé (-11 %) pour la première fois depuis 2004. Le contexte mondial persistant de baisse des prix du pétrole et de dette publique élevée a été tel que le gouvernement mexicain a proposé une compression budgétaire de 13,1 milliards USD en 2016 et de 12,9 milliards USD supplémentaires en 2017. Dans ce contexte, il est fort probable que les dépenses militaires du Mexique continueront de diminuer dans les années à venir.

Asie et Océanie

Les dépenses militaires en Asie et en Océanie se sont élevées à 450 milliards USD en 2016, soit une augmentation de 4,6 % par rapport à 2015 (voir tableau 4). Il s'agit d'un taux de croissance légèrement inférieur à celui des deux années précédentes. Ce taux plus bas est partiellement lié au ralentissement de la croissance des dépenses militaires chinoises, qui a historiquement suivi la croissance du PIB de la Chine. Les dépenses régionales ont augmenté de 64 % entre 2007 et 2016, et tous les pays, sauf trois, ont augmenté leurs dépenses. Entre 2015 et 2016, les dépenses militaires ont augmenté dans toutes les sous-régions, allant d'une augmentation de 1,7 % en Océanie à une augmentation de 6,4 % en Asie centrale et orientale. Entre 2007 et 2016, l'Asie de l'Est a enregistré la plus forte augmentation de toutes les sous-régions, augmentant ses dépenses de 74 %.

Cinq des quinze plus grands dépensiers mondiaux en 2016 appartiennent à la région : la Chine, l'Inde, le Japon, la Corée du Sud et l'Australie (par ordre d'importance). La Chine représente de loin les dépenses militaires les plus élevées dans la région : environ 215 milliards USD, soit 48 % des dépenses régionales. Ce montant représente presque quatre fois celui du total de l'Inde, deuxième par ordre d'importance dans la région, à 55,9 milliards USD.

Il règne de nombreuses tensions dans la région : dans la péninsule coréenne, entre la Corée du Nord et la Corée du Sud ; entre la Chine et le Japon, à propos de revendications en mer de Chine orientale ; entre la Chine et plusieurs pays d'Asie du Sud-Est, à propos de revendications en mer de Chine méridionale ;

Tableau 4.
DÉPENSES MILITAIRES EN ASIE ET OCÉANIE

	Dépenses, 2016 (Mrd $)	Variation (%) [a]	
		2015-16	2007-16
Asie et Océanie	**450,0**	***4,6***	***64***
Asie centrale et du Sud	73,3	*6,4*	*51*
Asie de l'Est	308,0	*4,3*	*74*
Océanie	26,6	*1,7*	*27*
Asie du Sud-Est	41,9	*5,1*	47

a Évolutions en termes réels.
b Total à l'exclusion de la Corée du Nord, du Turkménistan et de l'Ouzbékistan.
c Total à l'exclusion de la Corée du Nord.

entre l'Inde et le Pakistan ; et entre l'Inde et la Chine. Ces tensions permettent aux gouvernements de justifier la nécessité de poursuivre la modernisation de leurs capacités militaires et donc d'augmenter leurs dépenses militaires. Par ailleurs, la croissance économique dans la région s'est généralement poursuivie, même si c'est parfois à des niveaux plus faibles que les années précédentes, ce qui permet d'augmenter les dépenses militaires sans augmenter le fardeau militaire pour l'économie (c'est-à-dire son pourcentage du PIB). Presque tous les pays de la région ont maintenu leurs dépenses militaires au même niveau depuis 2012 en termes de pourcentage du PIB.

Europe

D'une valeur de 334 milliards USD en 2016, les dépenses militaires de l'Europe ont compté pour 20 % des dépenses militaires mondiales, soit 2,8 % de plus qu'en 2015 et seulement 5,7 % de plus qu'en 2007. Les dépenses militaires ont augmenté dans toutes les sous-régions en 2016 : +2,4 et +3,5%, respectivement en Europe centrale et orientale ; +2,6 % en Europe occidentale (voir tableau 5).

Quatre des quinze plus grands dépensiers militaires dans le monde – la France, le Royaume-Uni, l'Allemagne et l'Italie par ordre d'importance – se trouvent en Europe occidentale. Ensemble, ils représentent 10 % des dépenses militaires mondiales. En 2016, ni la France ni le Royaume-Uni n'ont procédé aux augmentations annoncées en 2015. L'Allemagne a augmenté ses dépenses militaires de 2,9 % en 2016, résultat direct des efforts de la chancelière Angela Merkel pour favoriser une augmentation du budget militaire. L'Italie les a augmentées de 11 %, ce qui peut partiellement s'expliquer par le financement d'achats nationaux en soutien à son industrie locale de l'armement.

Tableau 5.
DÉPENSES MILITAIRES EN EUROPE

	Dépenses, 2016 (Mrd $)	Variation (%) [a]	
		2015-16	2007-16
Europe	**334,0**	***2,8***	***5,7***
Europe centrale	21,0	*2,4*	*4,2*
Europe orientale	75,4	*3,5*	*78,0*
Europe occidentale	237,0	*2,6*	*-6,2*

a Évolution en termes réels.

Les pays d'Europe centrale ont collectivement continué d'augmenter leurs dépenses militaires, en hausse de 2,4 % en 2016 par rapport à 2015, soit un retour au taux de croissance moyen sur dix ans de la sous-région, après une augmentation de 14 % entre 2014 et 2015. L'augmentation de 2015 s'explique par un paiement unique pour les achats d'armes réalisés il y a dix ans par la Pologne, le plus grand dépensier de la sous-région (44 % des dépenses militaires de l'Europe centrale).

Nombre de pays européens affichant les plus fortes augmentations relatives entre 2015 et 2016 sont d'Europe centrale. Vu la récession régionale générale, cette augmentation indique la persistance de la perception d'une menace accrue de la part de la Russie depuis la crise ukrainienne. À +44 % en 2016, la Lettonie représente l'augmentation la plus élevée en Europe, tandis que les dépenses militaires de la Lituanie ont augmenté de 35 % (voir tableau 6).

En Europe de l'Est, les dépenses militaires de la Russie ont atteint 69,2 milliards USD en 2016, soit 5,9 % de plus qu'en 2015 et 87 % de plus qu'en 2007. Elles ont représenté

5,3 % du PIB, la part la plus élevée depuis que la Russie est devenue un État indépendant et le septième fardeau militaire au monde. Cette augmentation et ce lourd fardeau pour l'économie surviennent alors que l'économie russe est sérieusement affectée par les faibles prix du pétrole et du gaz ainsi que par les sanctions économiques imposées depuis 2014. On s'attendait initialement à ce que le gouvernement russe réduise ses dépenses, y compris militaires. Cependant, fin 2016, les dépenses réelles ont considérablement grimpé en raison d'un paiement unique d'environ 11,8 milliards USD de dettes publiques aux producteurs d'armes russes. Sans ce remboursement de la dette, les dépenses militaires de la Russie auraient diminué de 12 %.

Les dépenses militaires de l'Ukraine en 2016 se sont élevées à 3,5 milliards USD, soit une baisse de 3,8 %. Entre 2007 et 2016, elles ont augmenté de 28 %. La petite baisse en 2016 est due à la plus faible intensité générale du conflit dans le pays. Cependant, les combats ont éclaté à plusieurs reprises en 2016 et les dépenses militaires devraient augmenter en 2017, en partie en raison de l'acquisition de nouveaux équipements.

Malgré les affrontements entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, les dépenses militaires des deux pays ont diminué pour la première fois depuis 2011. Celles de l'Arménie ont diminué de 5,5 %. À cause de la chute des prix pétroliers, celles de l'Azerbaïdjan ont été fortement réduites, de 36 %, pour atteindre 1,4 milliard USD en 2016.

Tableau 6.
LES PLUS GRANDES AUGMENTATIONS ET DIMINUTIONS DES DÉPENSES MILITAIRES, 2015-16

Les dépenses sont exprimées en millions USD, aux prix et taux de change actuels.
Les évolutions sont calculées à partir des chiffres des dépenses à prix constants (2015).
Les pays sont classés par pourcentage d'augmentation ou de diminution effective.

Pays [a]	Dépenses militaires, 2016 (mio USD, TCM)	Augmentation 2015–16 (%)	Pays [a]	Dépenses militaires, 2016 (mio USD, TCM)	Diminution 2015–16 (%)
Lettonie	407	*44*	Venezuela	(9 222)	*(-56)*
Botswana	515	*40*	Soudan du Sud	(138)	*(-54)*
Lituanie	636	*35*	Azerbaïdjan	1379	*-36*
Philippines	3 899	*20*	Irak	[6233]	*(-36)*
Mali	369	*18*	Arabie saoudite	[63673]	*[-30]*
Tchad	267	*18*	Côte d'Ivoire	425	*-27*
Sénégal	254	*17*	Kazakhstan	1102	*-26*
Iran	12 685	*17*	Ghana	162	*-23*
Gabon	203	*16*	Zambie	300	*-22*
Koweit	6 561	*16*	Pérou	2481	*-20*
Togo	82	*15*	Guinée	162	*-19*
Bulgarie	756	*14*	L'Équateur	2 165	*-13*
Trinidad et Tobago	236	*14*	Mexique	6 020	*-11*
Mozambique	112	*14*	Angola	2 824	*-10*
Argentine	(5 209)	*(12)*	Oman	(9 103)	*(-9,6)*

[.] = Estimation SIPRI ; (.) = Estimation incertaine ; TCM= taux de change du marché.
Les pays aux dépenses militaires inférieures à 100 millions USD, ou USD 50 millions pour l'Afrique en 2016, sont exclus.

Moyen-Orient

Le SIPRI ne publie pas d'estimation des dépenses militaires pour le Moyen-Orient pour 2016, car les données sont indisponibles pour le Liban, le Qatar, la Syrie, les EAU (classés 2e dépenses militaires de la région en 2014) et le Yémen. Les dépenses militaires totales combinées des pays dont on dispose des données 2016 affichent une baisse de 17 % par rapport à 2015, mais une augmentation de 19 % par rapport à 2007. La baisse en 2016 s'est produite malgré le fait que tous les pays sauf Oman étaient impliqués militairement dans au moins un conflit armé dans la région, ce qui prouve l'impact de la chute des prix du pétrole sur les économies de plusieurs des principaux dépensiers militaires de la région.

Le fardeau militaire est particulièrement élevé au Moyen-Orient. Les dépenses militaires en pourcentage du PIB, pour les pays de la région pour lesquels des données sont disponibles, ont été en moyenne de 6 % en 2016, soit presque le triple de la moyenne mondiale de 2,2 %. Oman avait le fardeau militaire le plus élevé au monde, à 17 %, suivi par l'Arabie saoudite à 10 %.

Le budget estimé pour l'Arabie saoudite, 63,7 milliards USD en 2016, en fait le plus grand dépensier militaire de la région et le quatrième au monde. Malgré une augmentation des dépenses d'une année à l'autre depuis 2002, ses dépenses en 2016 ont diminué de 30 % en 2015. Par contre, les dépenses militaires de l'Iran ont diminué de 7,3 % entre 2007 et 2016, mais augmenté de 17 % entre 2015 et 2016. La levée des sanctions internationales a profité à l'économie iranienne, améliorant les revenus et donnant au gouvernement la liberté d'augmenter ses dépenses militaires.

Israël est 15e au classement des dépenses militaires mondiales en 2016. Ses dépenses ont augmenté de 19 % entre 2007 et 2016 pour s'établir à 18 milliards USD. Ce chiffre exclut les quelque 3,5 milliards USD d'aide militaire des États-Unis. La Turquie a augmenté ses dépenses militaires de 9,7 % entre 2007 et 2016. À 14,8 milliards USD, il est le 18e dépensier militaire au monde. Cependant, le chiffre des dépenses réelles en 2016 est incertain. Depuis la tentative de coup d'État militaire en juillet 2016, il est devenu plus difficile de trouver des données détaillées sur les dépenses militaires turques.

Dépenses militaires et prix pétroliers

De nombreux facteurs déterminent les dépenses militaires : les conflits armés, les perceptions de la sécurité, les prix et revenus pétroliers. Ces derniers impactent fortement les budgets nationaux des pays exportateurs. Il existe généralement une corrélation entre les schémas de dépenses militaires sur les dix dernières années et les fluctuations des prix du pétrole. La diminution des recettes pétrolières et les problèmes économiques liés au choc pétrolier ont forcé de nombreux pays exportateurs à réduire glo-

balement leurs budgets publics, et donc aussi leurs dépenses militaires. Dans certains cas, les diminutions ont été si sévères qu'elles ont affecté les tendances régionales et sous-régionales (par exemple en Afrique et en Amérique du Sud).

Bien que l'impact de la baisse des prix du pétrole varie selon les économies pétrolières, depuis 2015, les dépenses militaires en USD réels ont diminué pour la grande majorité d'entre elles. Cela reflète la gravité du choc et souligne la nécessité d'une réforme sectorielle afin de favoriser la diversification de ces économies. Sur les quinze pays affichant les plus fortes baisses depuis 2015, seuls deux (Guinée et Zambie) n'étaient pas exportateurs de pétrole (voir tableau 6).

La plupart des économies non diversifiées, dépendantes des exportations de pétrole, ont diminué leurs dépenses militaires depuis 2015, comme l'Angola, l'Azerbaïdjan, l'Irak, le Soudan du Sud et le Venezuela. Ces pays ne disposent que de faibles marges budgétaires, et sont souvent impliqués activement dans des conflits. Seuls quelques pays exportateurs de pétrole sont mieux armés économiquement pour faire face à un tel choc (par exemple, le Koweït et la Norvège) et ont pu respecter voire même légèrement augmenter leurs plans de dépenses en 2016.

LE TOP 100 DES ENTREPRISES DE PRODUCTION D'ARMES ET DE SERVICES MILITAIRES SELON LE SIPRI, 2015

Par Dr. Aude FLEURANT, Dr Sam PERLO-FREEMAN,
Pieter D. WEZEMAN, Siemon T. WEZEMAN and Noel KELLY[12]

Les ventes des 100 plus grandes entreprises mondiales de production d'armes et de services militaires ont totalisé 370,7 milliards USD en 2015 (voir tableau 1). Par rapport à 2014, il s'agit d'une légère baisse de 0,6 % (le tableau exclut la Chine, voir encadré 1)[13]. S'il ne s'agit là que de la poursuite de la tendance à la baisse qui a débuté en 2011, il s'agit également d'un ralentissement significatif du rythme de baisse. Les ventes d'armes du Top 100 en 2015 n'en restent pas moins supérieures de 37 % à celles de 2002, lorsque le SIPRI a commencé à faire état des ventes d'armes des entreprises (voir figure 1).

Évolutions du Top 100

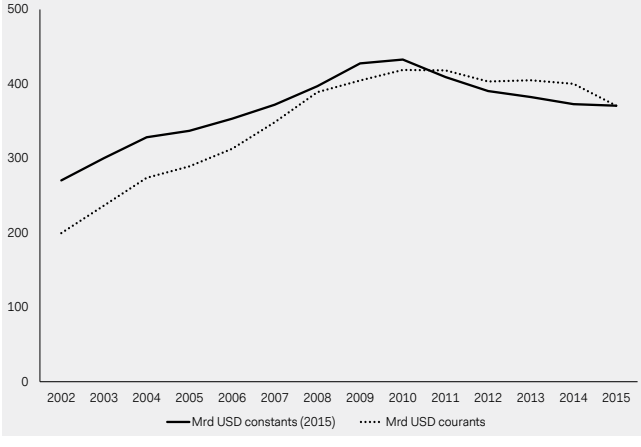
Les entreprises dont le siège se trouve aux États-Unis et en Europe occidentale dominent la liste des 100 principales entreprises de production d'armes et de services militaires depuis 2002. Et, sans surprise, c'était également le cas pour 2015. Avec des ventes à hauteur de 305,4 milliards USD, les entreprises basées aux États-Unis et en Europe occidentale représentent 82,4 % du top 100 des ventes d'armes. La légère baisse de 0,6 % dans les 100 meilleures ventes par rapport à 2014 est principalement due à une baisse de 2,9 % des revenus des entreprises américaines. Celles-ci affichent un déclin pour la cinquième année consécutive, avec 209,7 milliards USD de ventes d'armes en 2015, pour 215,6 milliards USD en 2014 (voir figure 2). Alors que les ventes d'armes aux États-Unis ont diminué, celles des producteurs d'Europe occidentale ont connu une hausse remarquable. En effet, ces dernières ont augmenté de 6,6 % en 2015 pour atteindre 95,7 milliards USD, contre 89,7 milliards USD en 2014.

Les dix premières entreprises du Top 100 ont leur siège exclusivement aux États-Unis et en Europe occidentale. Avec un chiffre d'affaires global de 191,4 milliards USD, ces dix plus grandes entreprises représentent 51,6 % des ventes totales du Top 100 en 2015,

12. Dr. Aude Fleurant (Canada/France) est Directrice de Programme au SIPRI, Dr Sam Perlo-Freeman (Royaume-Uni) est chercheur senior et chef du Programme dépenses militaires du SIPRI, Pieter D. Wezeman (Pays-Bas/Suède) et Siemon T. Wezeman (Pays-Bas) sont chercheurs senior au SIPRI et Noel Kelly (Irlande) est coordinatrice du Programme armements et dépenses militaires au SIPRI.

13. Sauf indication contraire, toutes les évolutions sont exprimées en termes réels ou en termes constants (et non courants ni nominaux) ; les « ventes d'armes » désignent la vente de matériel et de services militaires et ne concernent que les entreprises classées.

Figure 1 :
TOTAL DES VENTES D'ARMES DES ENTREPRISES CLASSÉES AU TOP 100 DU SIPRI, 2002-2015



Notes : Les données de ce graphique se réfèrent aux entreprises du Top 100 du SIPRI, par année, ce qui signifie qu'il fait référence à un ensemble différent d'entreprises chaque année, classé à partir d'un ensemble cohérent de données. Les « ventes d'armes » font référence à la vente de matériel et de services militaires aux forces armées et aux ministères de la défense du monde entier. Pour une définition complète, voir le lien suivant : <http://www. sipri.org/research/armaments/production/Top100> ou le SIPRI Yearbook 2016.

contre 49,5 % en 2014. L'augmentation de la part des dix premières entreprises peut être attribuée à une légère croissance des ventes d'armes de certaines entreprises et à la force du dollar américain en ce qui concerne les entreprises américaines. Malgré cette légère hausse, la part des ventes des dix premières entreprises d'armes qui figurent au Top 100 a généralement diminué, passant d'environ 60 % du total des ventes d'armes du Top 100 de 2002 à environ 50 % au cours des dernières années, en raison du rôle croissant des producteurs russes et des producteurs émergents.

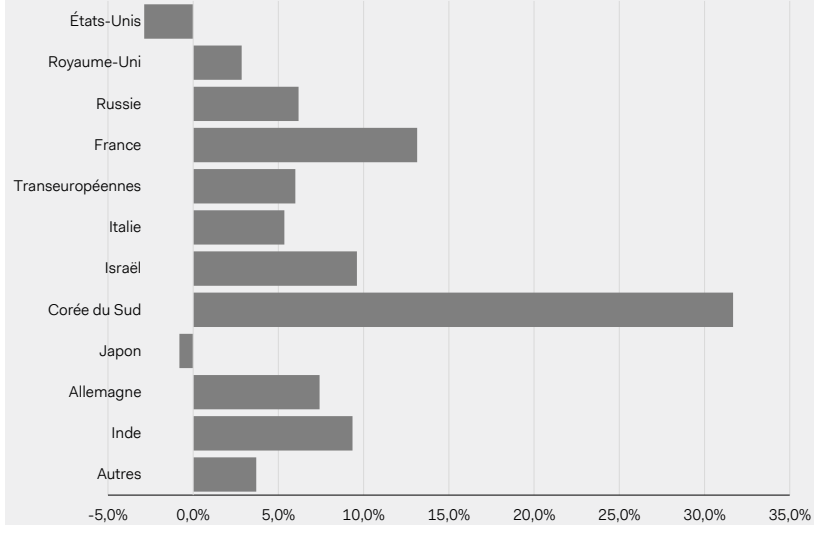
Avec un chiffre d'affaires global de 30,1 milliards USD pour 2015, les entreprises russes classées dans le Top 100 représentent 8,1 % du total. En 2015, les ventes ont augmenté de 6,2 % par rapport à 2014, ce qui est nettement plus lent que le taux de croissance de 48,4 % entre 2013 et 2014. La croissance continue souligne l'engagement du ministère russe de la Défense à financer les achats militaires en dépit des difficultés économiques que connaît le pays depuis 2014.

Faits principaux

- Les ventes d'armes des 100 principales entreprises de production d'armes et de services militaires selon le SIPRI (à l'exclusion de la Chine) s'élevaient à 370,7 milliards USD en 2015. Cela représente une diminution de 0,6 % par rapport à 2014 et la deuxième année consécutive de déclin.
- En 2015, les ventes d'armes des entreprises américaines ont diminué de 2,9 % et ont atteint 209,7 milliards USD, en raison des limitations des dépenses gouvernementales, y compris des dépenses militaires. Cependant, avec une part de 56,6 % des ventes d'armes du Top 100 en 2015, les revenus de l'armement des entreprises américaines restent bien plus élevés que ceux des autres pays.
- Après cinq années consécutives de baisse du chiffre d'affaires, les ventes des producteurs d'armes d'Europe occidentale inscrits au Top 100 ont augmenté de 6,6 % pour atteindre 95,7 milliards USD en 2015. Avec un chiffre d'affaires global de 21,4 milliards USD, les six entreprises françaises classées au Top 100 ont augmenté leurs ventes d'armes de 13,1 %, contribuant ainsi à la croissance des ventes régionales.
- Les entreprises sud-coréennes du Top 100 ont augmenté leurs ventes d'armes de 31,7 % en 2015 pour atteindre 7,7 milliards USD, reflétant ainsi la hausse des achats militaires nationaux et des ventes à l'exportation.
- La croissance de l'industrie de l'armement russe s'est poursuivie en 2015. Le chiffre d'affaires global des entreprises russes qui figurent au Top 100 ont totalisé 30,1 milliards USD, soit une hausse de 6,2 % par rapport à 2014. Toutefois, ce taux de croissance est nettement inférieur à l'augmentation de 48,4 % enregistrée entre 2013 et 2014.

Avec un chiffre d'affaires global de 34,5 milliards USD[14], les entreprises des catégories « autres producteurs établis » et « producteurs émergents » représentent 9,5 % des ventes d'armes du Top 100. Cela représente une augmentation de 3 % pour les producteurs établis et une hausse de 15,9 % pour les producteurs émergents. L'expansion notable des ventes d'armes des producteurs émergents est principalement attribuable aux entreprises sud-coréennes, qui ont augmenté leurs ventes de 31,7 % en 2015.

Figure 2 :
ÉVOLUTION EN POURCENTAGE ET PAR PAYS
DES VENTES D'ARMES DES ENTREPRISES
DU TOP 100 DU SIPRI, 2014-15



Notes : L'évolution concerne les entreprises du Top 100 pour l'année 2015. Les tableaux sont basés sur les ventes d'armes en dollars US (2015). La catégorie « autres » comprend les pays dont les ventes d'armes des entreprises représentent moins de 1 % du total : Australie, Brésil, Finlande, Norvège, Pologne, Singapour, Suède, Suisse, Turquie et Ukraine.

14. Le SIPRI a introduit les catégories des « autres producteurs établis » et des « autres producteurs émergents » dans l'édition 2013 du Top 100 du SIPRI. La catégorie « autre producteurs établis » couvre les entreprises basées dans six pays (à savoir, l'Australie, Israël, le Japon, la Pologne, Singapour et l'Ukraine) qui ont des capacités de production de pointe et, parfois, significatives, mais qui ne cherchent pas à développer leurs capacités. Les entreprises de la catégorie des « autres producteurs émergents » sont basées dans quatre pays (à savoir, le Brésil, l'Inde, la Corée du Sud et la Turquie), qui ont déclaré des objectifs en rapport avec la mise en place de capacités indigènes de production d'armes et un niveau plus élevé d'autosuffisance dans l'approvisionnement en armes.

Tableau 1 :
TOP 100 DES ENTREPRISES DE PRODUCTION D'ARMES ET DE SERVICES MILITAIRES DANS LE MONDE, SELON LE SIPRI, À L'EXCEPTION DE LA CHINE, 2015[A].

Les chiffres d'affaires des ventes d'armes, des ventes totales et des résultats nets sont en millions USD. Les points (..) indiquent que les données ne sont pas disponibles.

Rang [b]				CA armes (mio USD)		CA total, 2015 (mio USD)	CA armes en % du CA total, 2015	Résultat net, 2015 (mio USD)	Emploi total, 2015
2015	2014	Entreprise [c]	Pays	2015	2014 [d]				
1	1	Lockheed Martin Corp. [e]	États-Unis	36 440	36 523	46 132	79	3 605	126 000
2	2	Boeing	États-Unis	27 960	28 334	96 114	29	5 176	161 400
3	3	BAE Systems	Royaume-Uni	25 510	23 903	27 355	93	1 456	82 500
4	4	Raytheon	États-Unis	21 780	21 395	23 247	94	2 067	61 000
5	5	Northrop Grumman Corp.	États-Unis	20 060	19 683	23 256	86	1 990	65 000
6	6	General Dynamics Corp.	États-Unis	19 240	18 622	31 469	61	2 965	99 900
7	7	Airbus Group [f]	Transeuropéen	12 860	12 133	71 476	18	2 992	136 570
S	*S*	*BAE Systems Inc. (BAE Systems UK)*	*États-Unis*	*9 670*	*8 360*	*10 400*	*93*	..	*32 300*
8	8	United Technologies Corp. [g]	États-Unis	9 500	13 035	61 047	16	4 356	197 200
9	9	Finmeccanica	Italie	9 300	8 817	14 412	65	584	47 160
10	10	L-3 Communications	États-Unis	8 770	9 822	10 466	84	282	38 000
11	12	Thales	France	8 100	7 194	15 596	52	897	62 190
12	13	Huntington Ingalls Industries	États-Unis	6 740	6 688	7 020	96	404	35 500
13	11	Almaz-Antey	Russie	6 620	6 424	6 966	95	..	..
14	17	Safran	France	5 020	4 291	19 312	26	1 644	70 090
15	29	Harris Corp.	États-Unis	4 920	3 114	7 467	66	324	21 000
16	16	Rolls-Royce	Royaume-Uni	4 790	5 044	20 403	23	1 650	50 500
17	14	United Aircraft Corp.	Russie	4 610	4 445	5 774	80	-1 785	..
18	19	Bechtel Corp.	États-Unis	4 600	4 535	32 300	14	..	53 000
19	15	United Shipbuilding Corp.	Russie	4 510	4 351	5 202	87	230	..
S	*S*	*Pratt & Whitney (United Technologies Corp. USA)*	*États-Unis*	*4 225*	*3 925*	*14 082*	*30*	*1 900*	*33 401*
20	23	Booz Allen Hamilton	États-Unis	3 900	3 905	5 400	72	294	22 600
21	20	Textron	États-Unis	3 650	4 455	13 423	27	698	35 000
22	25	Babcock International Group	Royaume-Uni	3 400	3 307	7 398	46	578	..
23	18	Honeywell International	États-Unis	3 380	4 756	38 581	9	4 768	129 000
24	22	DCNS	France	3 320	3 279	3 370	98	64	12 770
25	24	Russian Helicopters	Russie	3 300	2 823	3 610	91	693	41 800
S	*S*	*MBDA (BAE Systems UK /EADS/Finmeccanica Italy)* [f]	*Transeuropéen*	*3 220*	*2 663*	*3 216*	*100*	..	*10 000*
26	26	Leidos	États-Unis	3 020	3 394	4 712	64	242	18 000
S	*S*	*Sikorsky Aircraft Corp. (Lockheed Martin USA)* [h]	*États-Unis*	*3 000*	*3 885*	*5 349*	*56*	..	..
27	27	General Electric	États-Unis	2 990	3 214	117 400	3	-6 126	333 000
S	*S*	*AgustaWestland (Finmeccanica Italy)*	*Italie*	*2 990*	*2 936*	*4 967*	*60*	*305*	*12 510*
28	21	Mitsubishi Heavy Industries [i]	Japon	2 970	3 458	33 376	9	..	..
29	33	Elbit Systems	Israël	2 950	2 570	3 108	95	207	12 130
30	31	Rheinmetall	Allemagne	2 870	2 489	5 748	50	..	20 680

Rang [b]				CA armes (mio USD)		CA total, 2015 (mio USD)	CA armes en % du CA total, 2015	Résultat net, 2015 (mio USD)	Emploi total, 2015
2015	2014	Entreprise [c]	Pays	2015	2014 [d]				
31	28	Science Applications International Corp.	États-Unis	2 850	3 174	4 315	66	117	15 000
32	32	Israël Aerospace Industries	Israël	2 780	2 634	3 708	75	..	..
33	36	Saab	Suède	2 640	2 203	3 223	82	166	14 690
34	35	CACI International	États-Unis	2 530	2 733	3 744	68	143	19 900
35	34	Tactical Missiles Corp.	Russie	2 390	2 044	2 500	96	242	44 060
36	39	Hindustan Aeronautics	Inde	2 340	2 325	2 575	91	500	..
37	50	Kawasaki Heavy Industries [j]	Japon	2 300	1 835	12 723	18	..	..
38	46	Rockwell Collins	États-Unis	2 220	2 233	5 244	42	686	19 500
39	54	Inden Ordnance Factories	Inde	2 160	1 776	2 203	98	..	..
40	30	AECOM	États-Unis	2 150	3 084	17 990	12	-155	92 000
41	-	CSRA [k]	États-Unis	2 070	..	4 250	49	87	18 000
S	*S*	*Bell Helicopter Textron (Textron USA)*	*États-Unis*	*2 030*	*2 633*	*3 454*	*59*	*400*	..
42	41	Hewlett-Packard	États-Unis	2 000	2 303	103 355	2	4 554	287 000
43	52	Rafael	Israël	1 980	1 829	2 018	98	118	..
44	57	General Atomics [l]	États-Unis	1 970	1 632	..	..	..	..
45	43	CEA	France	1 950	1 916	4 562	43	-38	15 700
46	40	ThyssenKrupp	Allemagne	1 890	1 936	47 442	4	297	154 910
47	66	Dassault Aviation Groupe	France	1 850	1 104	4 631	40	535	12 150
48	42	United Instrument Manufacturing Corp.	Russie	1 850	1 666	1 854	100	46	41 500
49	37	High Precision Systems	Russie	1 770	1 710	1 767	100	248	27 300
S	*S*	*Selex ES (Finmeccanica Italy)*	*Italie*	*1 750*	*1 773*	*2 346*	*75*	*29*	*10 260*
S	*S*	*Alenia Aermacchi (Finmeccanica Italy)*	*Italie*	*1 750*	*1 640*	*3 458*	*51*	*346*	*10 480*
50	45	United Engine Corp.	Russie	1 720	1 622	2 879	60	7	88 500
51	44	KRET	Russie	1 680	1 630	1 969	85	164	50 700
52	64	LIG Nex1	Corée du Sud	1 680	1 247	1 684	100	73	3 150
53	51	ST Engineering	Singapour	1 660	1 843	4 608	36	385	22 390
54	72	Korea Aerospace Industries	Corée du Sud	1 650	1 087	2 565	65	159	3 530
55	49	Serco	Royaume-Uni	1 630	2 025	5 369	30	..	103 230
56	38	Orbital ATK [i]	États-Unis	1 630	2 343	3 174	51	202	12 300
57	56	ManTech Internat. Corp.	États-Unis	1 420	1 692	1 559	91	51	..
58	58	Fincantieri	Italie	1 390	1 330	4 639	30	-321	20 020
59	69	GenCorp	États-Unis	1 220	1 181	1 708	71	-16	4 820
60	60	Polish Armaments Group	Pologne	1 190	1 210	1 326	90	..	18 000
61	71	Vectrus	États-Unis	1 180	1 171	1 181	100	..	13 000
62	73	Jacobs Engineering Group [i]	États-Unis	1 150	1 141	12 115	10	303	64 000
63	65	Nexter	France	1 130	1 104	1 187	95	..	3 320
64	86	Engility	États-Unis	1 100	931	2 086	53	-230	9 800

Rang [b]				CA armes (mio USD)		CA total, 2015 (mio USD)	CA armes en % du CA total, 2015	Résultat net, 2015 (mio USD)	Emploi total, 2015
2015	2014	Entreprise [c]	Pays	2015	2014 [d]				
65	76	Hanwha Techwin	Corée du Sud	1 080	966	2 180	50	-89	4 190
S	*S*	*UMPO (United Engine Corp. Russia)*	*Russie*	*1 050*	*888*	*1 146*	*92*	*190*	..
66	63	Uralvagonzavod	Russie	1 020	1 048	1 749	58	-165	..
67	139	DSME	Corée du Sud	1 000	375	11 817	8	-2 720	13 200
68	85	Bharat Electronics	Inde	1 000	928	1 172	85	212	9 850
69	74	ASELSAN	Turquie	1 000	979	1 022	97	78	4 970
70	67	DynCorp International	États-Unis	990	1 302	1 923	52	-131	12 000
71	83	Hanwha Corp.	Corée du Sud	980	891	36 579	3	107	..
72	68	Austal	Australie	980	1 049	1 007	97	..	..
73	81	GKN	Royaume-Uni	950	920	11 748	8	..	50 000
74	55	Oshkosh Corp.	États-Unis	940	1 732	6 098	15	229	13 300
75	80	QinetiQ	Royaume-Uni	910	920	1 155	79	162	6 210
76	75	Mitsubishi Electric Corp. [j]	Japon	890	917	36 268	2	..	..
77	78	Triumph Group	États-Unis	890	1 011	3 886	23	263	14 600
78	91	Turkish Aerospace Industries	Turquie	890	736	1 035	86	..	4 800
79	82	Pilatus Aircraft	Suisse	870	903	1 166	75	198	1 910
80	89	Meggitt	Royaume-Uni	870	827	2 516	35	474	11 930
81	92	UkrOboronProm	Ukraine	870	728	916	95	73	80 000
82	97	Cubic Corp.	États-Unis	860	801	1 431	60	23	8 300
83	90	Moog	États-Unis	860	861	2 525	34	132	10 690
84	59	Fluor Corp.	États-Unis	850	1 502	18 114	5	412	38 760
85	84	Krauss-Maffei Wegmann	Allemagne	840	788	887	95	..	..
86	99	The Aerospace Corp. [i]	États-Unis	830	791	917	90	..	3 620
87	94	RUAG	Suisse	820	790	1 812	45	122	..
88	61	Embraer	Brésil	810	1 127	5 828	14	..	..
89	106	Teledyne Technologies	États-Unis	810	741	2 298	35	198	9 200
90	96	MIT	États-Unis	800	801	3 291	24	..	12 110
91	103	Alion Science & Technology Corp. [l]	États-Unis	760	771	..	..	..	2 700
92	101	CAE	Canada	760	682	1 965	39	180	8 000
93	88	Kongsberg Gruppen	Norvège	730	735	2 112	35	94	7 690
S	*S*	*Admiralty Shipyards (United Shipbuilding Corp. Russia)*	*Russie*	*720*	*901*	*743*	*97*	*86*	*6 640*
94	102	AirTanker	Royaume-Uni	700	715	739	95	151	..
95	108	Ultra Electronics	Royaume-Uni	680	687	1 109	61	38	4 840
96	112	Poongsan Corp.	Corée du Sud	660	656	1 804	37	69	..
97	134	CMI Groupe	Belgique	660	370	1 461	45	125	4 680
98	93	RTI Group	Russie	660	611	1 269	52	..	..
99	129	Pacific Architects and Engineers	États-Unis	650	481	2 100	31	..	15 000
100	113	Hanwha Thales	Corée du Sud	640	619	636	100	26	1 860

[a] Bien que plusieurs entreprises chinoises de production d'armes soient suffisamment importantes pour figurer parmi le Top 100 du SIPRI, il n'a pas été possible de les inclure en raison d'un manque de données comparables et suffisamment précises.

[b] Les entreprises sont classées en fonction de la valeur de leurs ventes d'armes en 2015. Un S désigne une filiale. Un tiret (-) indique que l'entreprise n'est pas classée parmi le Top 100 du SIPRI pour l'année 2014. Les noms et les structures des entreprises sont listés comme ils l'ont été au 31 décembre 2015. Des informations sur les changements ultérieurs sont fournies dans ces notes. Les classements de 2014 peuvent différer de ceux publiés dans le SIPRI Yearbook en 2016 et ailleurs, en raison de la révision continue des données et, le plus souvent, en raison des changements signalés par l'entreprise elle-même ainsi que, parfois, en raison d'une meilleure estimation. Les principales révisions sont expliquées dans ces notes.

[c] Pour les filiales et les entreprises opérationnelles appartenant à une autre société, le nom de la société mère figure entre parenthèses avec son pays. Les entreprises de placement et d'investissement sans activités opérationnelles directes ne sont pas traitées comme des entreprises productrices d'armes, et les entreprises leur appartenant sont listées et classées comme étant des sociétés mères.

[d] Les chiffres des ventes d'armes de l'année précédente – c'est-à-dire les ventes d'armes des entreprises en 2014 – sont présentées en dollars américains pour l'année 2015, afin d'être mieux comparables aux chiffres des ventes d'armes pour l'année en cours, soit 2015. Dans les éditions précédentes du SIPRI Yearbook et des listes du Top 100, les ventes d'armes de l'année précédente étaient présentées en dollars US.

[e] Le 5 novembre 2015, *Lockheed Martin* a acquis le fabriquant d'hélicoptères *Sikorsky* de *United Technologies* et a inclus les ventes de *Sikorsky* dans son chiffre d'affaires pour la période du 6 novembre 2015 au 31 décembre 2015.

[f] Transeuropéen désigne les entreprises dont les structures de propriété et de contrôle se trouvent dans plus d'un pays européen.

[g] Les ventes de *United Technologies Corporation* comprennent les ventes de *Sikorsky* du 1er janvier 2015 au 5 novembre 2015.

[h] Les ventes de *Sikorsky* couvrent l'ensemble de l'année 2015.

[i] Les ventes d'armes pour ces entreprises sont des estimations et sont sujettes à un degré élevé d'incertitude.

[j] Les ventes d'armes pour ces entreprises sont basées sur les valeurs annuelles des contrats du ministère japonais de la Défense.

[k] CSRA est une nouvelle entreprise formée après que la *Computer Science Corporation* s'est désinvestie de ses activités de services gouvernementaux. Après le désinvestissement, l'entreprise résultante a fusionné avec SRA *International* pour créer CSRA. Étant donné que *Computer Science Corporation* ne reçoit plus de revenus provenant des ventes d'armes, elle ne figure pas dans le Top 100 du SIPRI pour 2015.

[l] Les chiffres des ventes de ces entreprises sont basés sur les données concernant les attributions américaines de contrats telles qu'elles sont enregistrées par USAspending.gov. Ces chiffres peuvent être sous-estimés parce que les prix des contrats américains classés (secrets) et certaines exportations ne sont pas inclus dans ces données

Évolutions nationales

Les États-Unis

Les États-Unis ont représenté la plus grande part du Top 100 de l'industrie des armements en 2015 : ils ont classé 39 entreprises (dont 7 sont dans le top 10), qui représentaient 56,6 % du total (voir figure 3). Cela reflète le fait que le ministère américain de la Défense est le plus grand dépensier militaire et qu'il conclut une très grande partie de ses contrats avec des entreprises basées dans son pays.

Les diminutions du chiffre d'affaires des entreprises d'armement basées aux États-Unis et les résultats mixtes des entreprises pour 2015 reflètent les restrictions persistantes sur les dépenses militaires causées par les plafonds de dépenses requis par la loi en 2010, les retards dans les livraisons de plates-formes majeures (comme le F-35) ainsi que la force du dollar américain (qui a eu un impact négatif sur les ventes à l'exportation).

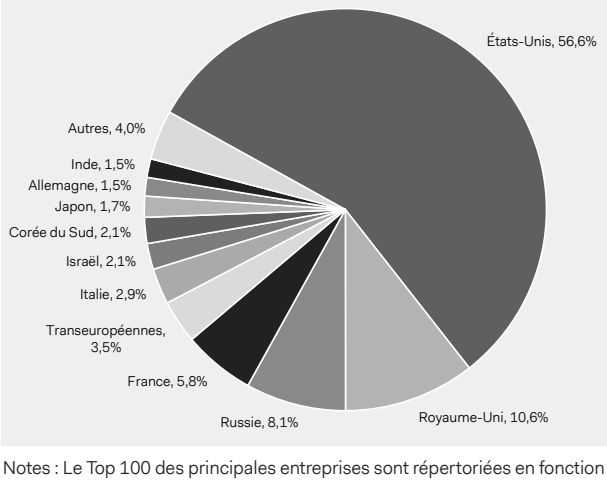
En 2015, trois nouvelles entreprises américaines sont entrées au Top 100 : CSRA (41), *Engility* (64) et *Pacific Architects and Engineers* (PAE) (99). Toutes trois sont de « pures » entreprises de services qui ont été cédées par de plus grandes entreprises d›armements – respectivement *Computer Science Corporation*, L-3 *Communications* et *Lockheed*

Martin – après la baisse de la demande de services due à la réduction des opérations militaires américaines d'envergure en Afghanistan et en Irak. Après que les entreprises ont commencé à opérer en tant qu'entités indépendantes dans la première moitié de 2010, elles ont acquis d'autres petites et moyennes entreprises de services. Grâce à ces consolidations, CSRA et PAE ont généré des revenus suffisants pour entrer au Top 100 en 2015. L'inclusion de E*ngility* dans le Top 100 est basée sur des données récemment découvertes. En réalité, l'entreprise a généré des revenus suffisants pour figurer dans le Top 100 depuis 2012 et les données du SIPRI ont été mises à jour pour refléter cette réalité.

La France, l'Allemagne, la Suède et le Royaume-Uni

Les ventes d'armes globales des six entreprises françaises classées au Top 100 ont totalisé 21,4 milliards USD en 2015 – une hausse de 13,1 % par rapport à 2014. Cette augmentation a été un facteur important de la récente croissance des ventes d'armes en Europe occidentale. Le redressement s'explique principalement par une augmentation de 67,5 % des ventes d'armes pour *Dassault Aviation Group*, qui produit l'avion de combat *Rafale*, après les livraisons en Égypte et le paiement des futures livraisons par le Qatar. Le chiffre régional est également relevé par les hausses de ventes pour *Thales* (jusqu'à 12 %) et *Safran* (jusqu'à 17 %), qui produit plusieurs sous-systèmes et composants du *Rafale*, tels que les moteurs d'avion.

Figure 3 :
PART DES VENTES D'ARMES DES ENTREPRISES DU TOP 100 DU SIPRI EN 2015, PAR PAYS



Notes : Le Top 100 des principales entreprises sont répertoriées en fonction du pays dans lequel elles sont basées, de sorte que les ventes d'une filiale à l'étranger sont comptabilisées par rapport au total du pays de la maison mère. Le Top 100 ne comprend pas l'ensemble de l'industrie de l'armement de chaque pays repris, mais seulement les plus grandes entreprises.
La catégorie « autres » comprend les pays dont les ventes d›armes des entreprises représentent moins de 1 % du total : Australie, Brésil, Finlande, Norvège, Pologne, Singapour, Suède, Suisse, Turquie et Ukraine.

En raison des conventions d'arrondissement, les chiffres n'atteignent pas toujours un total de 100 %.

Les trois entreprises allemandes classées dans le Top 100 en 2015 ont augmenté leurs ventes d'armes globales (5,6 milliards USD) de 7,4 % par rapport à l'année précédente. L'augmentation est légèrement inférieure à celle observée en 2014 et résulte en grande partie d'une croissance de 15,3 % des ventes de *Rheinmetall*.

L'unique entreprise suédoise figurant dans le Top 100, *Saab*, a affiché une augmentation de 19,8 % de ses ventes d'armes, partiellement en raison de l'acquisition du chantier sous-marin *Kockums* en 2014. Les entreprises britanniques ont inversé la tendance à la baisse enregistrée en 2014 avec une hausse de 2,8 % de leurs ventes d'armes. Sur les neuf entreprises britanniques classées, quatre ont affiché une augmentation, dont la plus significative est la croissance de 6,7 % de *BAE Systems* en 2015,

due aux livraisons d'avions de combat *Typhoon* à l'Arabie saoudite et aux meilleurs résultats de ses activités navales.

La Russie

Les ventes combinées des onze entreprises russes classées au Top 100 ont atteint 30,1 milliards USD en 2015 – ce qui représente une augmentation de 6,2 % par rapport à 2014. Cette croissance est due à l'augmentation des ventes d'hélicoptères russes (jusqu'à 16,9 %) et des missiles tactiques (également jusqu'à 16,9 %) en raison des investissements importants effectués par le ministère russe de la Défense et d'importantes ventes à l'exportation au cours de l'année. La reprise des ventes s'explique en partie par les efforts de la Russie pour moderniser l'équipement et les capacités de ses forces armées grâce à des achats militaires nationaux. Cependant, toutes les entreprises russes qui figurent au Top 100 du SIPRI de l'année 2015 sont classées plus bas qu'elles ne l'étaient en 2014, bien que 10 sur 11 aient connu une augmentation de leurs ventes. Les classements inférieurs sont principalement attribuables à la chute du rouble russe en 2015.

Encadré 1 : Entreprises chinoises de production d'armements

Les entreprises chinoises ne sont pas reprises par le Top 100 du SIPRI, en raison du manque de données permettant de dresser une estimation raisonnable des ventes d'armes, pour la plupart des entreprises. Néanmoins, on dispose de certaines informations sur les dix grands conglomérats étatiques, qui organisent la plupart de l'industrie chinoise des armes.

Sur la base de l'image globale de l'industrie et des informations limitées sur les entreprises individuelles, au moins neuf de ces dix entreprises seraient certainement classées parmi les 100 premières si les chiffres des ventes d'armes étaient disponibles. Parmi celles-ci, quatre à six seraient probablement dans le top 20, et deux (le fabricant d'avion AVIC et le producteur de réseau terrestre Norinco) pourraient compter parmi les 10 premières.

Les dépenses militaires chinoises ont quintuplé en termes réels entre 2000 et 2015, et le pays s'est engagé à faire d'importants efforts pour le développement de son industrie nationale. En outre, les exportations d'armes de la Chine ont considérablement augmenté au cours de la dernière décennie

Producteurs émergents

Les ventes en 2015 des sept entreprises sud-coréennes classées au Top 100 ont totalisé 7,7 milliards USD et représenté une augmentation globale de 31,7 % par rapport à 2014. Cette forte hausse s'explique principalement par la hausse de 34,7 % de LIG Nex1par rapport à 2014 et celle de 51,7 % du chiffre d'affaires de la *Korea Aerospace Industries*. Trois entreprises qui n'étaient pas listées dans le Top 100 de 2014 sont classées en 2015 : *Poongsan*, DSME et *Hanwha Thales*. Toutes les entreprises sud-coréennes ont affiché une hausse des ventes d'armes en 2015, reflétant l'engagement croissant du ministère sud-coréen de la Défense envers les achats nationaux ainsi que le succès continu sur le marché international.

Les entreprises indiennes (jusqu'à 9,3 %) et turques (jusqu'à 10,2 %) ont également connu une croissance considérable en 2015, en raison de la forte demande nationale des deux pays et de certaines exportations en ce qui concerne la Turquie. *Embraer*, la seule entreprise brésilienne classée, a affiché une baisse de 28,1 % de ses ventes d'armes en 2015 – en raison peut-être de fortes coupes dans les dépenses publiques, dans un contexte de crise économique, réduisant les commandes publiques en équipement de défense.

Autres producteurs établis

Quatre des six pays identifiés comme « autres producteurs établis » (l'Australie, le Japon, la Pologne et Singapour) ont affiché des baisses dans leurs ventes d'armes en 2015. Parmi les dix entreprises de la catégorie, l'entreprise singapourienne ST *Engineering* a affiché le déclin le plus significatif de 9,9 % en raison de la réduction de la demande nationale pour les produits de l'entreprise. En revanche, l'entreprise ukrainienne *UkrOboronProm* a affiché la plus forte hausse des ventes d'armes, équivalente à 19,6 %. L'augmentation a révélé trois évolutions : l'impact de l'acquisition d'*Antonov* (le dernier fabricant d'armes indépendant en Ukraine) ; d'importantes ventes de véhicules militaires, de munitions et d'équipements électroniques et de communications, principalement pour le ministère ukrainien de la Défense ; et une forte augmentation des dépenses militaires de l'Ukraine, qui découle du conflit dans l'est du pays.

Encadré 2.
Le secteur de l'armement et les marchés financiers

Par Dr. Luc Mampaey[1]

Les figures 4 et 5 comparent les indices sectoriels spécifiques à l'industrie de l'armement aux indices généraux des marchés financiers.

Pour l'Europe, l'indice le plus représentatif du secteur de l'armement est le STOXX Europe Aerospace & Defense (noté SXPARO), composé de 16 entreprises de production d'armement cotées[2], dont 11 figurent aussi au Top 100 établi par le SIPRI.

Pour les États-Unis, l'indice le plus représentatif du secteur de l'armement est le New York Stock Exchange Arca Defense Index (noté DFI), lancé le 21 septembre 2001 au lendemain des attentats de New York et Washington. Il est composé de 26 entreprises de production d'armement cotées[3], dont 17 sont également reprises dans le Top 100 du SIPRI.

Pour l'Europe (figuree 4), l'indice armement SXPARO est comparé à deux indices : le STOXX Europe Total Market Index (noté BKXP) qui est un indice global représentant 95% des valeurs côtés sur les places financières d'Europe occidentale, et le STOXX Europe 50 (noté SX5P) reflétant 50 valeurs européennes de premier ordre (*Blue-Chip Index*).

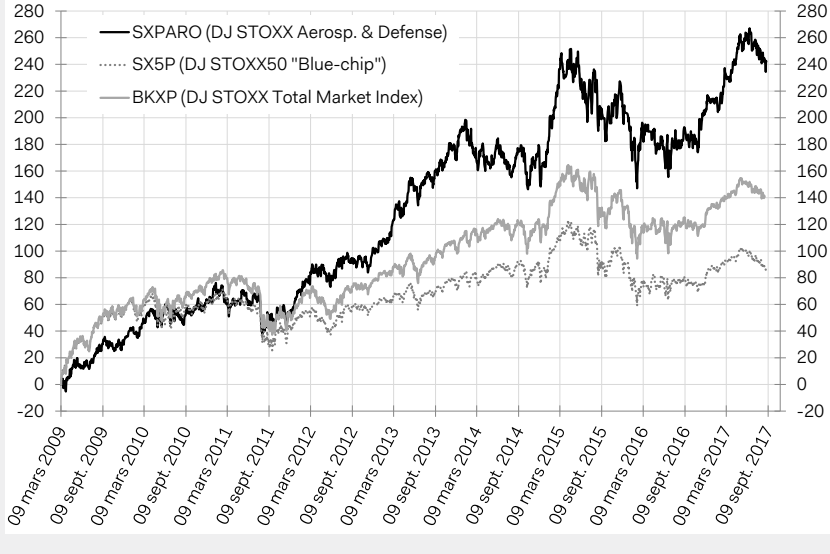
1. Luc MAMPAEY est directeur du GRIP
2. Liste complète des entreprises composant l'indice SXPARO : https://www.stoxx.com/index-details?symbol=SXPARO
3. Liste complète des entreprises composant l'indice DFI : https://www.investing.com/indices/arca-defense-components

Pour les États-Unis (figure 5), l'indice armement DFI est comparé aux indices Dow Jones Industrial Average (DJI) qui représente les 30 valeurs de premier ordre (*Blue-Chip*) aux États-Unis, et au Wilshire 5000 Total Market Index (noté W5000), l'indice total du marché américain. Nous comparons aussi l'indice armement DFI au Nasdaq, l'indice des valeurs technologiques (noté IXIC), ainsi qu'à un indice original et singulièrement américain, le USA Mutuals Vice Fund (noté VICEX). Ce dernier est un fond mutuel de placement dont l'objectif est de générer un retour sur investissement élevé en investissant uniquement dans les secteurs où les barrières à l'entrée sont élevées : les jeux, l'alcool, le tabac et l'armement.

Les deux graphiques comparent l'évolution de ces indices boursiers depuis le 9 mars 2009. Cette date initiale n'est pas arbitraire : elle correspond, dans le prolongement de la crise financière, au point le plus bas atteint par l'ensemble des indices examinés (seul le SXPARO a connu son point bas quelques jours plus tard, le 30 mars). Après ces points bas de mars 2009, tous les marchés d'actions du monde développé ont renoué avec de bonnes performances. Les deux graphiques s'arrêtent aux résultats du 31 août 2017.

La surperformance des indices de l'armement est très nette. Sur les places européennes, l'indice armement SXPARO à progresser de +242% depuis le 9 mars 2009, dépassant nettement les résultats de l'indice total (BKXP, +141%) et du STOXX50 (SX5P, +88%) sur la même période.

Figure 4.
L'armement et les marchés financiers, en Europe



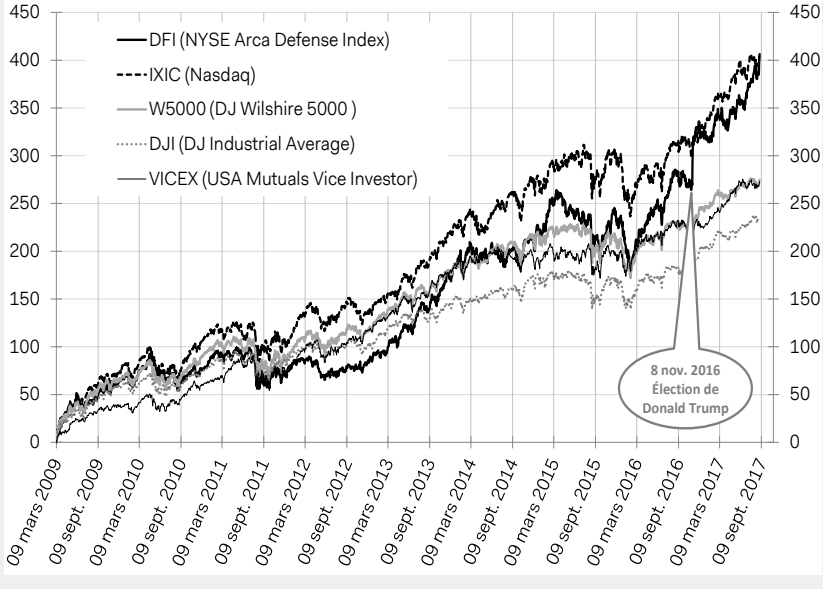
Sources : STOXX Ltd. (https://www.stoxx.com)

Aux États-Unis, l'indice de l'armement DFI, grâce notamment à un coup de pouce inattendu à la suite de l'élection de Donald Trump[4], s'est apprécié de +405% depuis le 3 mars 2009, surperformant largement le DJI (+235%) et le W5000 (+275%). Seul l'indice Nasdaq des valeurs technologiques (IXIC, +407%) égale les performances du DFI sur la période considérée.

4. Luc Mampaey, *Trump et Wall Street : anticipations positives pour le secteur de l'armement*, Éclairage du GRIP, 23 novembre 2016, http://www.grip.org/fr/node/2156

On notera à cet égard, mais sans en déduire une relation de causalité déterminante, qu'un grand nombre d'entreprises technologiques du Nasdaq tirent depuis quelques années des profits importants des nouveaux marchés liés à la sécurité intérieure. Comme le secteur de l'armement traditionnel, elles bénéficient du climat sécuritaire entretenu depuis les attentats du 11 septembre 2001. Les performances du VICEX (+273%) démentent par contre les ambitions de ses promoteurs : si les quatre secteurs visés présentent effectivement d'importantes barrières à l'entrée, seul l'armement présente une garantie de pérennité sur le long terme. Les trois autres (jeux, alcool, tabac) sont exposés aux aléas des pressions législatives et réglementaires et pèsent probablement négativement sur les performances globales de l'indice.

Figure 5.
L'armement et les marchés financiers, aux États-Unis



Source : NYSE (https://www.nyxdata.com) et Yahoo!Finance (https://finance.yahoo.com)

Ces observations soutiennent notre hypothèse[5] selon laquelle les « marchés » internalisent dans leur comportement l'inéluctabilité des guerres et la croissance sans fin du secteur de l'armement. Ce comportement ne repose pas sur un mimétisme autoréférentiel comme on a pu le connaitre dans les années 1990 autour des valeurs technologiques du Nasdaq, avec pour conséquence l'éclatement de la bulle au printemps 2000. Il repose au contraire sur des fondamentaux solides tels que la pérennité de la fonction militaire, une croissance soutenue des dépenses militaires dans les économies émergentes, leur relance en Europe, aux États-Unis et en Asie, l'élargissement des marchés de la sécurité nationale, de la surveillance des frontières, et de la protection des infrastructures, et enfin la persistance de guerres et foyers de tension dans de nombreux endroits de la planète.

5. Voir notamment Luc Mampaey et Claude Serfati, « Armaments groups and the financial markets: an 'unlimited warfare' convention in the making? », dans *Arms, War, and Terrorism in the Global Economy*, Wolfram Esner (ed.), Bremer Schriften zur Konversion, Band 13, 2007, p. 121-147.

TENDANCES DES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMEMENTS, 2016

Par Dr. Aude FLEURANT, Pieter D. WEZEMAN,
Simon T. WEZEMAN, Nan TIAN[15]

Tendances générales

Le volume des transferts internationaux d'armes majeures en 2012-16 dépasse de 8,4 % celui de la période 2007-11 (cf. tableau 1). Il s'agit du volume le plus élevé depuis 1990. Pour la période 2012-16, les États-Unis, la Russie, la Chine, la France et l'Allemagne étaient les cinq plus gros exportateurs d'armes majeures. Pour cette même période, les cinq plus grands importateurs étaient l'Inde, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (EAU), la Chine et l'Algérie. Le flux d'armes vers l'Asie et l'Océanie et vers le Moyen-Orient a augmenté entre 2007-11 et 2012-16. En revanche, il a baissé vers l'Europe, les Amériques et l'Afrique.

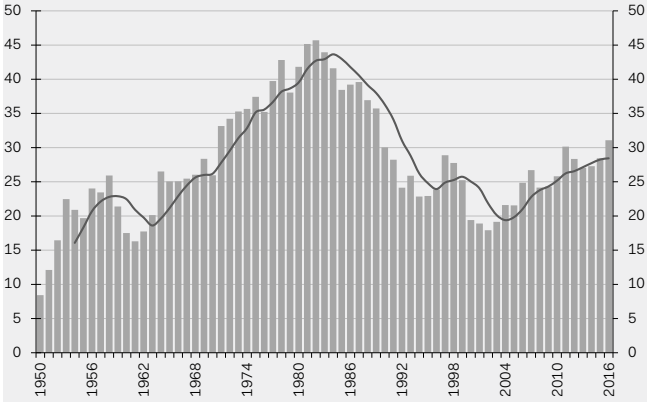
Depuis le 20 février 2017, la base de données du SIPRI, accessible gratuitement, comprend des données sur les transferts d'armes en 2016 ainsi que des informations actualisées pour la période allant de 1950 à 2015[16].

Sur la base des nouvelles données, cet article met en évidence certaines tendances et problèmes majeurs dans les transferts d'armes au niveau mondial et régional. Nous invitons les lecteurs à explorer la base de données sur les transferts d'armes pour connaitre d'autres évolutions mondiales, régionales ou nationales en la matière. Le volume des livraisons pouvant fluctuer de manière significative d'une année à l'autre, le SIPRI présente les données relatives aux périodes de l'année précédente, ce qui donne une dimension plus stable aux tendances. Il est possible que les chiffres présentés dans cet article ne correspondent pas toujours aux totaux indiqués, en raison des arrondis.

15. Dr. Aude Fleurant (Canada/France) est Directrice de Programme au SIPRI, Pieter D. Wezeman (Pays-Bas/Suède) et Siemon T. Wezeman (Pays-Bas) sont chercheurs confirmés au SIPRI et Nan Tian (Chine/Afrique du Sud) est chercheure du Programme armements et dépenses militaires au SIPRI.

16. a base de données du SIPRI sur les transferts d'armes contient des informations, souvent des estimations, sur tous les transferts internationaux d'armes majeures (y compris les ventes, les cadeaux et la production sous licence) destinés aux États, aux organisations internationales et aux groupes armés non étatiques depuis 1950. Accessible au public, cette base de données est la seule ressource qui met à disposition des données en matière de transfert d'armes pour cette période. Elle a pour objectif de soutenir les efforts qui visent à mieux comprendre les effets des flux d'armes sur la paix, la stabilité et sur les conflits violents. Cette base de données est accessible sous le lien suivant : https://www.sipri.org/databases/armstransfers/sources-and-methods.

Figure 1 :
TENDANCE DES TRANSFERTS INTERNATIONAUX D'ARMES MAJEURES, 1950-2016.



Note : Le diagramme à colonne indique les totaux annuels et le diagramme linéaire, la moyenne mobile sur cinq ans (chaque point de données dans le graphique linéaire représente une moyenne pour le quinquennat précédent). La valeur de l'indicateur de tendance SIPRI (TIV) est une mesure du volume des transferts internationaux d'armes majeures.

Faits principaux

- Les transferts (internationaux) d'armes majeures entre 2012 et 2016 ont atteint un niveau record depuis la fin de la Guerre froide.
- Le volume des transferts internationaux d'armes majeures entre 2012 et 2016 dépasse de 8,4 % celui de la période 2007-11.
- Les États-Unis, la Russie, la Chine, la France et l'Allemagne ont été les cinq plus grands exportateurs entre 2012 et 2016. Ensemble, ils représentent 74 % du volume total des exportations d'armes.
- Les États-Unis et la Russie combinés ont fourni 56 % de toutes les exportations.
- Entre 2012 et 2016, les exportations d'armes américaines, russes et chinoises étaient supérieures à celles de la période 2007-11, avec une hausse respective de 21 %, 4,7 % et 74 %.
- Les exportations allemandes d'armes ont chuté de 36 % entre les périodes 2007-11 et 2012- 16. Les exportations françaises ont, elles, diminué de 5 %.
- Entre 2012 et 2016, l'Inde, l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis (EAU), la Chine et l'Algérie étaient les cinq plus grands importateurs. Ensemble, ils bénéficient de 34 % de toutes les importations d'armes.
- Entre 2012 et 2016, l'Asie et Océanie (région qui compte pour 43 % des importations mondiales) étaient les principales destinataires, suivies du Moyen-Orient (29 %), de l'Europe (11 %), des Amériques (8,6 %) et de l'Afrique (8,1 %).
- Pour les périodes 2007-11 et 2012-16, les importations d'armes par les États d'Asie et Océanie ont augmenté de 7,7 % et de 86 % pour le Moyen-Orient. Les importations par les États européens ont chuté de 36 %, de 18 % pour les Amériques et de 6,6 % pour l'Afrique.

Les exportateurs, 2012-16

Le SIPRI a identifié 57 pays comme exportateurs d'armes majeures en 2012-16.

Les cinq plus grands exportateurs sur cette période – États-Unis, Russie, Chine, France et Allemagne – ont totalisé 74 % de l'ensemble des exportations d'armes (voir tableau 1). Les plus grands exportateurs d'armes en 2007-11 étaient les États-Unis, la Russie, l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni. En 2012-16, ce top 5 a exporté une quantité d'armes de 8,5 % supérieure à celle des pays qui composaient le top 5 en 2007-11.

Les États-Unis

Avec une part de 33 % des exportations totales d'armes, les USA restent le principal exportateur en 2012-16, contre 30 % en 2007-11 (voir figure 2). Ses exportations d'armes majeures ont augmenté de 21 % par rapport à 2007-11 (voir figure 3).

Tableau 1.
LES 25 PLUS GRANDS EXPORTATEURS D'ARMES MAJEURES ET LEURS PRINCIPAUX CLIENTS, 2012-16

		Part des exportations d'armes (%)		Pourcentage de variation de 2007-11	Principaux clients (part des exportations totales des exportateurs, %), 2012-16		
	Exportateur	2012-16	2007-11	à 2012-16[a]	1er	2e	3e
1	États-Unis	33,0	30,0	21,0	Arabie saoudite (13)	EAU (8,7)	Turquie (6,3)
2	Russie	23,0	24,0	4,7	Inde (38)	Vietnam (11)	Chine (11)
3	Chine	6,2	3,8	74,0	Pakistan (35)	Bangladesh (18)	Myanmar (10)
4	France	6,0	6,9	-5,0	Égypte (19)	Chine (11)	EAU (9,1)
5	Allemagne	5,6	9,4	-36,0	Corée du Sud (13)	Grèce (12)	États-Unis (9,7)
6	Royaume-Uni	4,6	3,9	27,0	Arabie saoudite (48)	Inde (11)	Indonésie (9,0)
7	Espagne	2,8	2,9	2,9	Australie (27)	Arabie saoudite (12)	Turquie (11)
8	Italie	2,7	2,4	22,0	Turquie (14)	EAU (11)	Algérie (8,0)
9	Ukraine	2,6	1,9	49,0	Chine (28)	Russie (17)	Thaïlande (8,5)
10	Israël	2,3	2,2	13,0	Inde (41)	Azerbaïdjan (13)	États-Unis (5,9)
11	Pays-Bas	1,9	2,4	-11,0	Jordanie (14)	Maroc (11)	États-Unis (11)
12	Suède	1,2	2,0	-35,0	Thaïlande (14)	EAU (13)	Arabie saoudite (10)
13	Corée du Sud	1,0	0,9	25,0	Irak (30)	Turquie (27)	Indonésie (23)
14	Suisse	1,0	1,2	-10,0	Arabie saoudite (20)	Chine (19)	États-Unis (16)
15	Canada	0,9	1,0	0,8	États-Unis (20)	Arabie saoudite (18)	Libye (10)
16	Turquie	0,7	0,3	180,0	Turkménistan (29)	EAU (20)	Arabie saoudite (20)
17	Norvège	0,6	0,5	39,0	États-Unis (29)	Finlande (27)	Pologne (15)
18	Bélarus	0,4	0,4	18,0	Chine (27)	Vietnam (24)	Soudan (18)
19	Afrique du Sud	0,3	0,5	-31,0	Équateur (16)	Inde (13)	EAU (13)
20	Australie	0,3	0,3	7,2	États-Unis (52)	Indonésie (21)	Oman (10)
21	Finlande	0,3	0,2	16,0	Pologne (55)	Suède (9,2)	Arabie saoudite (6,1)
22	République tchèque	0,2	0,1	233,0	Irak (48)	Vietnam (14)	Nigeria (8,7)
23	Brésil	0,2	0,3	-29,0	Indonésie (40)	Afghanistan (34)	Angola (9,9)
24	Roumanie	0,2	0,0	517,0	Pays-Bas (100)	Mozambique (<0,5)	..
25	Pologne	0,1	0,3	-41,0	États-Unis (66)	Algérie (9,8)	Philippines (9,8)

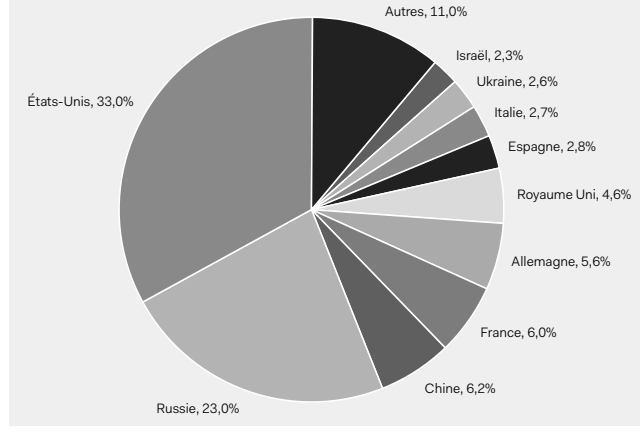
Note : Le pourcentage du total est arrondi à une décimale (excepté pour les pourcentages supérieurs à 10, qui sont arrondis à l'unité).
. . = ne s'applique pas ; EAU = Émirats arabes unis
[a] Les chiffres indiquent l'évolution du volume total des exportations d'armes par exportateur entre les deux périodes.

Au niveau régional, le Moyen-Orient en a été le principal bénéficiaire, représentant 47 % des exportations américaines d'armes. L'Asie et Océanie en ont reçu 35 %, l'Europe 10 % et l'Afrique 2,3 %.

Les États-Unis ont livré des armes majeures à au moins cent États en 2012-16, soit nettement plus de destinations d›exportation que tout autre fournisseur. Le principal bénéficiaire fut l'Arabie saoudite avec 13 % des exportations d'armes américaines. Le flux d'armes américaines vers l'Arabie saoudite devrait rester élevé en raison des livraisons de 154 avions de combat F-15SA, qui ont débuté en 2016 en dépit des appels du Congrès à restreindre les fournitures d'armes vers ce pays en raison de ses opérations militaires au Yémen, dont beaucoup ont causé des pertes civiles.

Durant la période 2012-16, les États-Unis ont également augmenté leurs exportations de systèmes de défense antimissile. Le Japon, le Koweït, la Pologne, le Qatar, la Corée du Sud, l'Arabie saoudite, Taiwan et les EAU ont reçu, commandé ou sélectionné le système *Patriot* PAC-3. En 2015-16, les EAU ont été la première destination d'exportation des systèmes THAAD, le plus avancé des systèmes américains de défense antimissile disponibles.

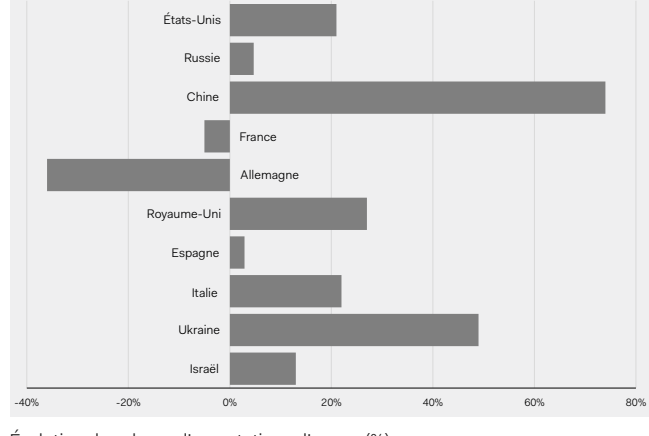
Figure 2.
PART MONDIALE DES EXPORTATIONS D'ARMES MAJEURES PAR LES 10 PRINCIPAUX EXPORTATEURS, 2012-16



Russie

Les exportations russes d'armes majeures ont augmenté de 4,7 % entre 2007-11 et 2012-16. Alors que les livraisons en 2016 étaient plus élevées qu'en 2014 et 2015, le volume est resté sensiblement inférieur aux années de pointe 2011-13 et plus proche des niveaux observés en 2007-10. Au niveau régional, l'Asie et Océanie représentaient 68 % des exportations d'armes russes en 2012-16, l'Afrique 12 %, le Moyen-Orient 8,1 % et l'Europe 5,9 %. En 2012-16, la Russie a livré des armes à cinquante États ainsi qu'aux forces rebelles en Ukraine. La plupart de ces exportations ont eu lieu vers un petit nombre d'États : l'Inde (38 %), le Vietnam et la Chine (11 % chacun), et l'Algérie (10 %). L'Azerbaïdjan et le Venezuela ont également été d'importants bénéficiaires (4 % et 5 %) des exportations russes. Toutefois, aucune livraison d'armes russes n'a été identifiée vers ces deux pays en 2016.

Figure 3.
ÉVOLUTIONS DEPUIS 2007-11 DU VOLUME D'EXPORTATIONS D'ARMES MAJEURES PAR LES 10 PRINCIPAUX EXPORTATEURS EN 2012-16



Évolution du volume d'exportations d'armes (%)

Chine

Les exportations chinoises d'armes majeures ont sensiblement augmenté, de 74 % de 2007-11 à 2012-16, et la part chinoise des exportations mondiales d'armes est passée de 3,8 à 6,2 %. Au niveau régional, la majorité de ces exportations ont eu lieu vers l'Asie et Océanie (71 %), suivies par l'Afrique (22 %) et le Moyen-Orient (1,7 %).

Les exportations vers les États d'Afrique ont connu la plus forte augmentation entre les deux périodes : 122 %. Dans l'ensemble, la répartition géographique et le nombre de bénéficiaires ont augmenté. En 2007-11, la Chine a livré des armes majeures à 38 pays et, en 2012-16, elle a exporté vers 44 pays. En 2012-16, la Chine a livré des armes majeures pour la première fois aux ex-États soviétiques, notamment, en 2016, des systèmes de missiles de sol-air (SAM) au Turkménistan.

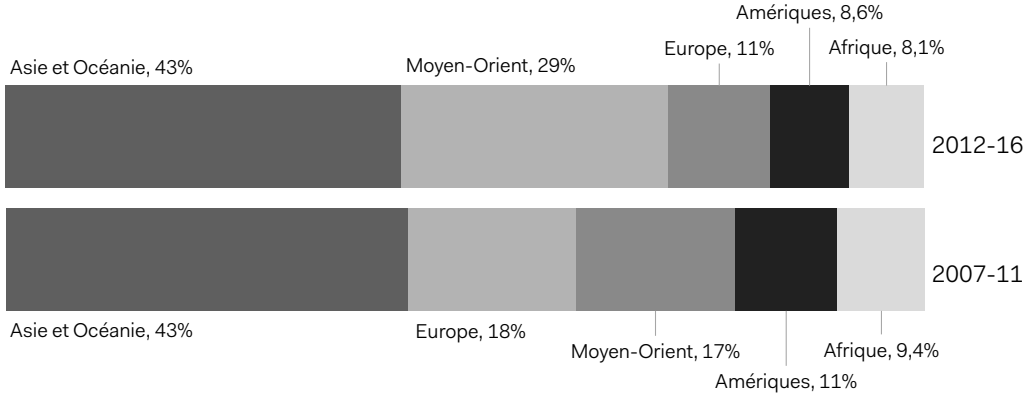
Europe occidentale

Les cinq principaux fournisseurs d'Europe occidentale – France, Allemagne, Royaume-Uni, Espagne et Italie – représentaient ensemble 21,7 % des transferts d'armes mondiaux en 2012-16.

Les exportations d'armes françaises ont diminué de 5 % entre 2007-11 et 2012-16. Au total, 38 % des exportations d'armes françaises sont allées vers le Moyen-Orient, 29 % en Asie et Océanie, 11 % vers les Amériques, 9,2 % vers l'Afrique et 12,8 % vers d'autres États européens. La France a livré des armes majeures à 81 États en 2012-16.

Figure 4.

LES IMPORTATEURS D'ARMES MAJEURES, PAR RÉGION,
EN 2012-16 ET 2007-11, POURCENTAGE DE LA PART MONDIALE



Sur cette même période, plusieurs grands contrats d'exportation d'armes ont été conclus, portant notamment sur douze sous-marins pour l'Australie, six frégates pour la Malaisie et cinq pour l'Égypte, 36 avions de combat pour l'Inde et 24 avions de combat pour l'Égypte et le Qatar.

Les exportations allemandes d'armes majeures ont diminué de 36 % entre 2007-11 et 2012-16, même si en 2016, elles ont atteint un niveau proche de la moyenne annuelle pour 2007-11, lorsque l'Allemagne était le troisième exportateur d'armes. Au total, 28 % des exportations d'armes allemandes sont allées vers d'autres États d'Europe, 24 % vers l'Asie et l'Océanie, 23 % vers le Moyen-Orient, 16 % vers les Amériques et 8,9 % en Afrique. L'Allemagne a livré des armes majeures à soixante États en 2012-16.

Les exportations combinées d'armes par les États de l'UE représentaient 26 % du total mondial en 2012-16, soit une baisse de 9,8 % par rapport à 2007-2011.

Les importateurs, 2012-16

En 2012-16, 155 pays ont importé des armes majeures. Les cinq premiers bénéficiaires – Inde, Arabie saoudite, EAU, Chine et Algérie – représentaient 34 % de l'importation totale d'armes au cours de la période (voir tableau 2). Parmi ceux-ci, l'Inde, la Chine et l'Algérie figuraient parmi les cinq premiers importateurs tant en 2007-11 qu'en 2012-16. Au niveau régional, l'Asie et l'Océanie représentaient 43 % des importations en 2012-16, suivies par le Moyen-Orient, l'Europe, les Amériques et l'Afrique (voir figure 4). Le SIPRI a également identifié de petits volumes de transferts vers six groupes rebelles en 2012-16 (voir encadré 1).

Afrique

Entre 2007-11 et 2012-16, les importations des pays africains ont diminué de 6,6 %. Les trois principaux importateurs en Afrique en 2012-16 étaient l'Algérie (46 % des importations), le Maroc (15%) et le Nigeria (4,6%). La Russie était le plus grand fournisseur d'armes en Afrique, représentant 35 % des exportations d'armes dans la région, suivie de la Chine (17 %), des États-Unis (9,6 %) et de la France (6,9 %).

Les États d'Afrique subsaharienne ont bénéficié de 35 % de l'ensemble des importations africaines. Le Nigeria, le Soudan et l'Éthiopie ont été les plus importants importateurs de la sous-région, représentant respectivement 13, 12 et 9,8 % du total sous-régional. La Chine représente 27 % des exportations d'armes dans la sous-région, la Russie 19 % et l'Ukraine 18 %.

Algérie

Les importations d'armes par l'Algérie ont augmenté de 4,7 % en 2012-16 par rapport à 2007-11. La Russie représentait 60 % des importations d'armes algériennes, la Chine 15 % et l'Allemagne 12 %. Les importations d'armes algériennes ont fortement

Encadré 1. Transferts vers des groupes rebelles

Six groupes rebelles comptent parmi les 165 bénéficiaires identifiés d'armes majeures en 2012-16. Bien que l'ensemble des livraisons à ces six groupes n'aient pas représenté plus de 0,02 % du volume mondial des transferts d'armes majeures, elles jouent un rôle important dans les conflits actuels.

Les rebelles dans l'est de l'Ukraine ont reçu des chars et d'autres véhicules blindés ainsi que des missiles antichars et sol-air portables (SAM) de Russie. Le Hamas et les Comités de résistance populaire à Gaza (Palestine) ont reçu des missiles antichars, sans doute de la Corée du Nord, mais peut-être livrés via l'Iran, le Soudan ou l'Égypte.

Les rebelles en Syrie ont reçu des missiles antichars et des sol-air portables. Le djihad islamique palestinien a reçu des missiles antichars. Le Parti des travailleurs du Kurdistan (*Partiya Karkerên Kurdistanê*, PKK) en Turquie a reçu des sol-air portables. Dans ces trois cas, les fournisseurs ne sont pas formellement identifiés.

Pour bien des raisons, il est difficile de trouver des preuves tangibles de fournitures d'armes à des rebelles, d'estimer leur nombre et d'identifier leur fournisseur. En plus du secret et de la propagande, d'autres facteurs comptent également. Par exemple, la structure peu claire de nombreuses forces rebelles et de leurs factions peut empêcher de déterminer avec certitude lequel parmi plusieurs groupes rebelles a acquis des armes spécifiques, ainsi que l'origine de ces armes. Autre complication : les armes utilisées par les rebelles sont souvent identiques ou semblables à celles des forces gouvernementales, qui pourraient bien en être la provenance.

augmenté en 2016, représentant 54 % de toutes leurs importations pendant la période 2012-16. Les importations en 2016 comprenaient deux frégates d'Allemagne, deux frégates de Chine ainsi que huit avions de combat et 180 chars de Russie.

Les régions en conflit et les principaux importateurs d'armes en Afrique subsaharienne

En 2012-16, les cinq principaux importateurs d'armes en Afrique subsaharienne étaient le Nigeria, le Soudan, l'Éthiopie, le Cameroun et la Tanzanie. Ensemble, ils représentaient 48 % des importations d'armes dans la sous-région. Quatre de ces États sont impliqués dans des conflits armés. Les combats impliquant Boko Haram sont directement liés aux importations d'armes au Nigeria et au Cameroun. Les combats au Darfour et au Soudan du Sud, impliquant le Soudan, ont coïncidé avec des niveaux élevés et soutenus d'importations d'armes par le Soudan. L'Éthiopie, qui a connu des tensions avec l'Érythrée, combat les rebelles Al-Shabab en Somalie et a utilisé des armes majeures contre les manifestations antigouvernementales.

Les Amériques

Les importations d'armes majeures par les États des Amériques ont diminué de 18 % entre 2007-11 et 2012-16. Les États-Unis ont été le plus grand importateur d'armes majeures de la région en 2012-16. Les importations d'armes par la sous-région sud-américaine représentaient 46 % de celles des Amériques. Elles ont diminué de 30 % entre 2007-11 et 2012-16. Le Venezuela a été le plus grand importateur sud-américain en

Tableau 2.
LES 40 PLUS GRANDS IMPORTATEURS D'ARMES MAJEURES ET LEURS PRINCIPAUX FOURNISSEURS, 2012-16

		Part des importations d'armes (%)		Pourcentage de variation de 2007-11	Principaux fournisseurs (part des importations totales des importateurs), 2012-16		
	Importateur	012-16	007-11	à 2012-16[a]	1er	2e	3e
1	Inde	13,0	9,7	43,0	Russie (68)	États-Unis (14)	Israël (7,2)
2	Arabie saoudite	8,2	2,9	212,0	États-Unis (52)	Royaume-Uni (27)	Espagne (4,2)
3	Émirats arabes unis	4,6	3,1	63,0	États-Unis (62)	France (12)	Italie (6,5)
4	Chine	4,5	5,5	-11,0	Russie (57)	Ukraine (16)	France (15)
5	Algérie	3,7	3,9	4,7	Russie (60)	Chine (15)	Allemagne (12)
6	Turquie	3,3	2,5	42,0	États-Unis (63)	Italie (12)	Espagne (9,3)
7	Australie	3,3	3,8	-6,8	États-Unis (60)	Espagne (23)	France (8,2)
8	Irak	3,2	1,6	123,0	États-Unis (56)	Russie (23)	Corée du Sud (9,3)
9	Pakistan	3,2	4,8	-28,0	Chine (68)	États-Unis (16)	Italie (3,8)
10	Vietnam	3,0	1,1	202,0	Russie (88)	Bélarus (3,5)	Ukraine (2,8)
11	Égypte	3,0	1,9	69,0	États-Unis (40)	France (40)	Allemagne (6,0)
12	États-Unis	2,5	3,7	-26,0	Allemagne (21)	Royaume-Uni (12)	France (9,4)
13	Corée du Sud	2,5	5,4	-49,0	États-Unis (60)	Allemagne (30)	Israël (5,2)
14	Indonésie	2,1	1,3	70,0	Royaume-Uni (20)	États-Unis (15)	Russie (14)
15	Taïwan	2,0	0,3	647,0	États-Unis (99,8)	Allemagne (0,1)	Italie (0,1)
16	Singapour	1,8	3,7	-47,0	États-Unis (74)	Italie (5,7)	Suède (4,9)
17	Venezuela	1,6	2,0	-17,0	Russie (74)	Chine (18)	Ukraine (2,8)
18	Bangladesh	1,5	0,2	681,0	Chine (73)	Russie (13)	États-Unis (5,2)
19	Israël	1,4	1,4	12,0	États-Unis (52)	Allemagne (36)	Italie (12,4)
20	Royaume-Uni	1,4	1,9	-22,0	États-Unis (77)	France (7,1)	Israël (6,6)
21	Azerbaïdjan	1,4	0,8	75,0	Russie (69)	Israël (22)	Bélarus (3,6)
22	Qatar	1,3	0,4	245,0	États-Unis (68)	Allemagne (18)	Suisse (6,3)
23	Oman	1,3	0,2	692,0	États-Unis (35)	Royaume-Uni (23)	France (12)
24	Maroc	1,2	1,4	-2,7	États-Unis (44)	France (34)	Pays-Bas (18)
25	Italie	1,1	1,0	27,0	États-Unis (64)	Allemagne (19)	Israël (6,2)
26	Japon	1,1	1,9	-39,0	États-Unis (90)	Royaume-Uni (5,3)	Suède (2,6)
27	Canada	1,0	1,2	-10,0	États-Unis (73)	Pays-Bas (20)	Suède (4,0)
28	Grèce	1,0	3,2	-67,0	Allemagne (71)	États-Unis (14)	France (10)
29	Koweit	0,9	0,4	175,0	États-Unis (91)	Russie (3,6)	Autriche (1,8)
30	Afghanistan	0,9	1,2	-15,0	États-Unis (59)	Russie (27)	Brésil (6,6)
31	Myanmar	0,9	0,8	23,0	Chine (70)	Russie (19)	Bélarus (4,5)
32	Thaïlande	0,9	0,3	212,0	Ukraine (25)	Suède (19)	États-Unis (14)
33	Mexique	0,8	0,3	184,0	États-Unis (56)	Espagne (11)	France (11)
34	Brésil	0,8	0,9	-3,1	États-Unis (25)	France (18)	Allemagne (15)
35	Finlande	0,8	0,3	175,0	États-Unis (29)	Norvège (23)	Italie (17)
36	Kazakhstan	0,7	0,2	269,0	Russie (76)	Espagne (7,3)	Ukraine (6,9)
37	Pologne	0,7	1,5	-52,0	Allemagne (24)	Finlande (20)	Italie (16)
38	Pays-Bas	0,6	0,8	-13,0	États-Unis (37)	Roumanie (24)	Italie (17)
39	Jordanie	0,6	0,7	0,7	Pays-Bas (44)	États-Unis (29)	EAU (9,4)
40	Turkménistan	0,6	0,2	177,0	Turquie (36)	Chine (27)	Russie (20)

Remarque : Le pourcentage est arrondi à 1 décimale (sauf les pourcentages supérieurs à 10, arrondis à l'unité).
[a] Les chiffres indiquent l'évolution entre les deux périodes du volume total des importations d'armes par importateur.

2012-16. Cependant, le pays a été fortement affecté par la chute des prix du pétrole et, en 2016, les importations d'armes n'ont représenté que 1,7 % du total de la période 2012-16. La Russie a représenté 34 % des livraisons en Amérique du Sud, suivie par les États-Unis (16 %) et la France (8,1 %).

Colombie et Mexique

Les importations d'armes colombiennes ont diminué de 19 % de 2012-16 à 2007-11. Ce déclin coïncide avec l'accélération du processus de paix avec les forces armées révolutionnaires de la Colombie (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia*, FARC). Alors que la violence liée à la drogue augmentait au Mexique, les importations d'armes majeures ont augmenté de 184 % entre 2007-11 et 2012-16. Les États-Unis ont été le principal fournisseur d'armes majeures tant à la Colombie qu'au Mexique en 2012-16, représentant 39 % et 56 % de leurs livraisons totales respectives.

Figure 5.

PART MONDIALE DES IMPORTATIONS D'ARMES MAJEURES PAR LES 10 PRINCIPAUX IMPORTATEURS, 2012-16

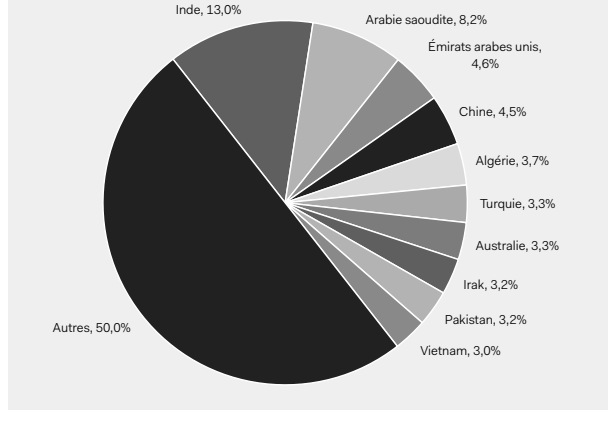
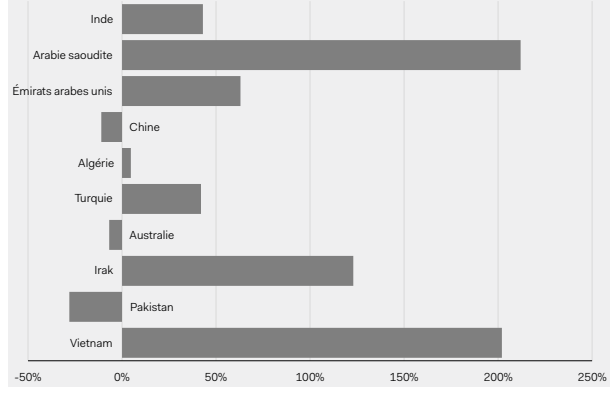


Figure 6.

VARIATION DU VOLUME DES PRINCIPALES IMPORTATIONS D'ARMES DES 10 PLUS GRANDS IMPORTATEURS ENTRE 2007-11 ET 2012-16



Asie et Océanie

Les importations d'armes par les États d'Asie et Océanie ont augmenté de 7,7 % entre 2007-11 et 2012-16. Les États de la région ont reçu 43 % des importations mondiales en 2012-16, tout comme en 2007-11. Les États de l'Asie du Sud représentaient 43 % du total régional, l'Asie du Nord-Est 24 %, l'Asie du Sud-Est 22 %, l'Océanie 7,9 % et l'Asie centrale 3,3 %. Sur les dix plus grands importateurs en 2012-16, la moitié était en Asie et Océanie : Inde, Chine, Australie, Pakistan et Vietnam. La Russie a représenté 37 % des livraisons en Asie et Océanie, suivies par les États-Unis (27 %) et la Chine (10 %).

Asie du Sud-Est

Les tensions entre pays ayant des revendications maritimes en mer de Chine méridionale ont directement ou indirectement entrainé un regain de la demande d'armes majeures dans cette sous-région. Les pays d'Asie du Sud-Est ont augmenté leurs importations de 6,2 % de 2007-11 à 2012-16. La plupart des armes acquises dans cette sous-région – y compris les frégates, les sous-marins, les navires de soutien, les avions de

combat et les armes antinavires – sont de nature maritime. Le Vietnam est passé de 29e (2007-11) à 10e (2012-16) plus grand importateur, avec une hausse de 202 %, la plus élevée parmi le top 10 des importateurs en 2012-16. Les Philippines ont lancé un programme d'expansion militaire et augmenté leurs importations de 426 % entre 2007-11 et 2012-16. L'Indonésie, indirectement affectée par les tensions maritimes, a augmenté ses importations de 70 %. Singapour les a néanmoins diminuées de 47 % mais est encore en train d'absorber les acquisitions qui en faisaient le 7e importateur mondial en 2007-11.

Inde

Plus grand importateur d'armes majeures en 2012-16, l'Inde représentait 13 % du total mondial. Entre 2007-11 et 2012-16, ses importations ont augmenté de 43 %. Durant la période la plus récente, elles étaient bien supérieures à celles de ses concurrents régionaux, la Chine et le Pakistan. L'une des principales raisons en est que l'industrie indienne de l'armement s'est largement révélée incapable de concevoir localement des armes compétitives.

En 2012-16, la Russie a fourni 68 % des importations indiennes d'armes, les États-Unis 14 % et Israël 7,2 %. Sur la base des commandes et des armes actuelles, la Russie restera de loin le principal fournisseur d'armes majeures à l'Inde dans un avenir prévisible. Cependant, l'Inde prévoit une augmentation des livraisons en raison d'importantes commandes auprès de la France (autre fournisseur traditionnel), ainsi que des États-Unis, de la Corée du Sud et de l'Espagne, fournisseurs d'armes majeures à l'Inde depuis peu.

Chine

La Chine est de plus en plus capable de produire ses propres systèmes d'armes avancés et est devenue moins dépendante des importations, qui ont baissé de 11 % entre les deux périodes de référence. De loin le plus grand importateur mondial au début des années 2000, elle est tombée à la 4e place en 2012-2016. Le pays demeure partiellement dépendant des importations, pour certaines armes et composants clés, comme les grands avions de transport et les hélicoptères, les moteurs d'avions de véhicules et de navires. Les moteurs ont représenté 30 % des importations chinoises en 2012-16. Le plus grand fournisseur de la Chine a été la Russie (57 % des importations chinoises), suivie par l'Ukraine (16 %) et la France (15 %).

Australie

Les importations australiennes d'armes majeures ont représenté 3,3 % du total mondial en 2007-16, avec une différence marginale des volumes d'importation entre 2007-11 et 2012-16. Ces importations visaient à assurer au pays les capacités d'opérer plus au large qu'auparavant et à contrer partiellement une menace chinoise perçue comme grandissante. D'importantes commandes d'avions de combat et de frégates doivent être honorées dans les prochaines années et douze sous-marins ont été commandés en 2016.

Europe

Les importations par des pays européens ont diminué de 36 % entre 2007-11 et 2012-16, et ont représenté 11 % des importations mondiales totales. Les pressions économiques ont obligé des États comme la Grèce et l'Espagne à fortement diminuer leurs importations d'armes. Bien que les importations d'armes par le Royaume-Uni aient diminué de 22 % entre les deux périodes, le pays est resté le plus grand importateur d'armes majeures d'Europe. Les États-Unis ont représenté 32 % des livraisons, suivis par l'Allemagne et (14 %) et la Russie (13 %).

Importations d'avions de combat d'Europe occidentale et centrale

En 2012-16, plusieurs États d'Europe occidentale et centrale ont participé à des programmes d'importation de nouveaux avions de combat. En particulier, la nouvelle génération de F-35 fournis par les États-Unis à plusieurs forces aériennes européennes gonflera les volumes d'importation d'armes en Europe au cours des cinq prochaines années. En 2012-16, le Royaume-Uni a reçu 5 de ses 138 F-35, l'Italie, 6 sur 90, la Norvège, 4 sur une commande prévue de 52 unités et les Pays-Bas 2 sur 37. En 2016, le Danemark a choisi le F-35 pour une commande prévue de 27 unités.

Pays limitrophes de la Russie

Motivés essentiellement par la perception d'une menace grandissante de la part de la Russie, plusieurs pays limitrophes se sont lancés dans des programmes d'importation d'armes. Pourtant, en 2012-16, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie importaient moins d'armes qu'en 2007-11. De même, les nouveaux programmes polonais d'approvisionnement en armes n'ont pas encore donné lieu à de grandes livraisons, avec des niveaux d'importation en 2012-16 de 50 % inférieurs à 2007-11. Toutefois, en 2016, la Pologne a récolté les premiers résultats de son investissement dans les capacités de frappe à longue portée, les États-Unis ayant livré le premier de 68 missiles de croisière AGM-158A d'une portée de 370 km. La Pologne a également commandé en 2016 70 AGM-158B d'une portée de 925 km et la Finlande a reçu le premier des 70 AGM-158A commandés auprès des États-Unis en 2016.

Azerbaïdjan et Arménie

En Azerbaïdjan et en Arménie – malgré une nouvelle poussée du conflit autour du Haut-Karabakh en 2016 – les importations restent asymétriques. En 2012-16, les importations d'Azerbaïdjan ont augmenté de 75 % par rapport à 2007-11, soit vingt fois celles d'Arménie. L'importation d'armes la plus remarquée de l'Arménie concerne quelques missiles sol-sol d'une portée de 280 km, capables d'atteindre presque tout le territoire d'Azerbaïdjan. Ce dernier a importé une gamme beaucoup plus variée d'armes, y compris des chars et véhicules blindés, des systèmes de missiles antibalistiques et des avions de combat. La Russie reste un fournisseur important des deux pays.

Moyen-Orient

Les importations d'armes par les États du Moyen-Orient ont augmenté de 86 % entre 2007-11 et 2012-16. En 2012-16, 28 % des transferts d'armes dans la région sont allés à l'Arabie saoudite, 16 % aux EAU et 11 % à la Turquie. Les États-Unis représentaient 53 % des approvisionnements totaux en armes dans la région, le Royaume-Uni 8,9 % et la France 8 %. Les principaux importateurs d'armes de la région ont investi dans des systèmes avancés susceptibles d'augmenter considérablement le potentiel de leurs forces armées. Par exemple, plusieurs États ont reçu ou commandé des capteurs à longue portée aériens et spatiaux (voir encadré 2).

La région du Golfe

La plupart des États arabes du Golfe sont impliqués militairement dans les conflits armés au Yémen, en Syrie ou sur leur propre territoire et entretiennent des relations tendues avec l'Iran. En 2012-16, les importations d'armes d'Arabie saoudite ont augmenté de 212 % par rapport à 2007-11. Ce pays est devenu le deuxième importateur mondial d'armes, comptant pour 8,2 % des importations mondiales d'armes en 2012-16. Les EAU ont maintenu des niveaux élevés et constants d'importations d'armes depuis 2001. Celles-ci ont augmenté de 63 % entre 2007-11 et 2012-16. Les importations d'armes qataries ont augmenté de 245 % entre 2007-11 et 2012-16 dans le cadre d'un programme qui multipliera de plusieurs fois ses actifs militaires. Les importations d'armes koweïtiennes ont augmenté de 175 % entre 2007-11 et 2012-16.

En raison d'un embargo partiel sur les armes imposé par l'ONU et de pressions économiques, les importations d'armes iraniennes sont demeurées à un niveau très bas en 2012-16, à 1,2 % du total des transferts d'armes au Moyen-Orient. En 2016, la livraison russe de quatre systèmes de défense aérienne, non concernée par l'embargo, a été la première importation majeure d'armes par l'Iran depuis 2007.

Importations d'armes et combats en Irak, Syrie et Turquie

Les importations d'armes par l'Irak ont augmenté de 123 % entre 2007-11 et 2012-16. Comme en 2007-11, l'Irak a reçu des milliers de véhicules blindés légers en 2012-16. Cependant, c'est surtout la livraison de 29 avions de combat des États-Unis, 24 avions de combat de la Corée du Sud et 43 hélicoptères de combat de la Russie qui ont contribué à l'augmentation. Nombre de ces armes récemment livrées ont été immédiatement utilisées dans la lutte contre l'État islamique.

La Turquie a été le 6e importateur mondial d'armes en 2012-16 et a augmenté ses importations d'armes de 42 % entre 2012-16 et 2007-11. Les armes importées (avions de combat, hélicoptères, chars et artillerie) ont été déployées dans la lutte contre les rebelles kurdes et en Syrie contre l'État islamique. En revanche, les importations d'armes majeures par le régime d'Assad en Syrie ont été très faibles en 2012-16, le régime devant compter sur les stocks d'armes majeures fournies avant la guerre en 2011.

Encadré 2. Transferts de capteurs à grande distance aéroportés et spatiaux

Les systèmes de renseignement, de surveillance et de reconnaissance à long terme (ISR) aéroportés et spatiaux ne représentent qu'une petite partie du volume total des transferts d'armes. Cependant, en tant que multiplicateurs de force, ils peuvent augmenter considérablement le potentiel de combat défensif ou offensif d'une force existante.

Des transferts d'un petit nombre de systèmes ISR aériens à longue portée ont régulièrement eu lieu depuis les années 1980. En 2012-16, les États-Unis ont livré quatre systèmes aéroportés d'alerte précoce (AEW) à la Turquie, un à l'Australie et deux à la Corée du Sud. Ils ont également livré deux aéronefs de signalisation longue portée au Royaume-Uni, un à l'Italie et un véhicule aérien sans pilote à longue portée avec un système de surveillance aérienne au sol à l'OTAN. Israël a livré un système AEW à longue portée à l'Italie et deux systèmes de surveillance aérienne à longue portée à l'Inde. La Suède a livré deux avions AEW à l'Arabie saoudite et un à la Thaïlande. La Chine a livré trois avions AEW au Pakistan. À la fin de 2016, l'Australie, l'Inde, l'Italie, le Japon, le Qatar, les Émirats arabes unis, le Royaume-Uni et la Thaïlande avaient d'autres systèmes en commande.

Les transferts internationaux de satellites de télédétection – achetés à des fins purement militaires ou à la fois militaires et civiles – sont une nouveauté. Le premier transfert international identifié était un satellite français à Taiwan en 2005. Un satellite russe a ensuite été livré à l'Égypte et à l'Afrique du Sud en 2014 puis un satellite italien à la Turquie et un satellite français au Pérou en 2016. D'autres satellites français sont en commande pour le Maroc, les Émirats arabes unis et l'Égypte. Un satellite israélien a également été commandé par l'Italie

Égypte

Les importations d'armes par l'Égypte ont augmenté de 69 % entre 2007-11 et 2012-16. En 2012-16, les États-Unis et la France représentaient chacun 40 % des importations d'armes par l'Égypte, qui procède toutefois à une diversification de sa base de fournisseurs et a signé d'importants contrats d'armements avec la Russie en 2015, portant notamment sur 50 avions de combat et 46 hélicoptères de combat.

Israël

Les importations d'armes d'Israël ont été relativement stables en 2007-16, augmentant de 12 % entre 2007-12 et 2012-16. Les États-Unis ont représenté 52 % de ces transferts. En 2016, les États-Unis ont accepté de prolonger leur aide militaire à grande échelle. Un élément important en est la fourniture de 50 avions de combat de pointe F-35, que les États-Unis ne veulent pas encore fournir aux pays arabes. Les deux premiers F-35 ont été livrés à Israël en 2016.

ANNEXE 1.
Dépenses militaires mondiales, par régions, 2007-2016
En milliards de dollars, aux prix et taux de change de 2015

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2016 (courant)	% variation 2007-2016
Monde	**1475,9**	**1561,1**	**1666,3**	**1694,8**	**1699,7**	**1694,8**	**1672,4**	**1664,1**	**1681,9**	**1688,0**	**1685,9**	**14,4%**
Afrique	**26,5**	**31,0**	**32,0**	***33,6***	***36,9***	***37,2***	**40,5**	**42,1**	**39,7**	**39,2**	**37,9**	**47,7%**
Afrique du Nord	7,6	9,1	*10,1*	*11,0*	*13,8*	14,9	17,0	18,1	*18,4*	*18,7*	*18,7*	144,6%
Afrique Sub-saharienne	18,9	22,0	21,9	*22,6*	*23,0*	*22,3*	*23,6*	*24,0*	21,2	20,5	19,2	8,5%
Amérique	**714,6**	**768,1**	**822,5**	**841,8**	**831,8**	**797,0**	**743,3**	**699,1**	**677,6**	**682,8**	**693,0**	**-4,4%**
Amérique centrale et Caraïbes	5,7	5,9	6,5	7,0	7,2	7,9	8,4	9,1	9,5	8,6	7,8	50,1%
Amérique du Nord	653,3	701,7	757,3	775,8	767,0	723,5	666,2	626,2	611,3	621,7	626,3	-4,8%
Amérique du Sud	55,5	60,6	58,7	59,0	57,5	65,5	68,8	63,8	56,7	52,5	58,8	-5,5%
Asie et Océanie	**279,0**	**296,5**	**334,5**	**342,9**	**357,3**	**372,1**	**391,4**	**413,4**	**436,1**	**455,9**	**449,5**	**63,4%**
Asie centrale	*1,5*	*1,5*	*1,4*	*1,6*	*1,8*	*2,0*	*2,2*	*2,3*	*2,4*	*1,7*	*1,3*	12,2%
Asie de l'Est	181,2	192,6	219,9	226,7	239,3	253,4	269,5	286,4	301,5	314,6	308,1	73,7%
Asie du Sud	46,8	51,4	59,3	60,0	61,1	61,2	61,2	64,5	66,2	71,1	71,6	51,9%
Asie du Sud-Est	28,5	29,4	30,7	31,1	32,1	33,2	36,5	36,3	39,8	41,9	41,9	46,7%
Océanie	20,9	21,5	23,2	23,4	23,0	22,3	22,1	23,9	26,1	26,6	26,6	26,8%
Europe	**323,5**	**332,0**	**337,9**	**331,1**	**324,9**	**326,5**	**320,3**	**322,3**	**332,6**	**342,0**	**333,7**	**5,7%**
Europe centrale	20,6	19,6	19,0	18,3	17,9	17,6	17,4	18,4	20,9	21,5	21,0	4,2%
Europe orientale	43,5	47,6	48,8	49,5	53,5	61,5	64,4	69,2	74,6	77,2	75,4	77,6%
Europe occidentale	259,5	264,8	270,1	263,2	253,5	247,4	238,5	234,8	237,1	243,4	237,3	-6,2%
Moyen-Orient	**132,0**	**133,2**	**139,2**	**145,2**	**148,5**	**161,7**	**176,4**	**186,9**	**..**	**..**	**..**	**..**

Source : traitement GRIP, sur la base de SIPRI *Military Expenditure Database*
Italique = plus de 10 % du chiffre total consistent en des estimations pour les pays dont les données sont manquantes

ANNEXE 2.
Les dépenses militaires des 15 pays les plus dépensiers en 2016

En milliards de dollars de 2016 (prix courants)

Rang	Pays	Population		PIB		Dépenses militaires			
		en millions (2016)	en % du total mondial	milliards USD prix courants (2016)	en % du total mondial	milliards USD prix courants (2016)	en % du total mondial	en USD, par habitant	en % du PIB
1	États-Unis	323,1	4,3	18 569,1	24,6	611,2	36,3	1 891,5	3,3
2	Chine	1 378,7	18,5	11 199,1	14,8	*215,2*	*12,8*	*156,1*	*1,9*
3	Russie	144,3	1,9	1 283,2	1,7	69,2	4,1	479,7	5,4
4	Arabie saoudite	32,3	0,4	646,4	0,9	*63,7*	*3,8*	*1 972,8*	*9,8*
5	Inde	1 324,2	17,8	2 263,5	3,0	55,9	3,3	42,2	2,5
Sous-total top 5		**3 202,6**	**43,0**	**33 961,4**	**45,0**	**1 015,2**	**60,2**	**317,0**	**3,0**
6	France	66,9	0,9	2 465,5	3,3	55,7	3,3	833,3	2,3
7	Royaume-Uni	66,9	0,9	2 618,9	3,5	48,3	2,9	721,3	1,8
8	Japon	127,0	1,7	4 939,4	6,5	46,1	2,7	363,2	0,9
9	Allemagne	82,7	1,1	3 466,8	4,6	41,1	2,4	496,8	1,2
10	Corée du Sud	51,2	0,7	1 411,2	1,9	*36,8*	*2,2*	*717,7*	*2,6*
Sous-total top 10		**3 597,3**	**48,3**	**48 863,1**	**64,7**	**1 243,2**	**73,7**	**345,6**	**2,5**
11	Italie	60,6	0,8	1 850,0	2,4	27,9	1,7	460,9	1,5
12	Australie	24,1	0,3	1 204,6	1,6	24,6	1,5	1 020,3	2,0
13	Brésil	207,7	2,8	1 796,2	2,4	23,7	1,4	114,0	1,3
14	Israël	8,5	0,1	318,7	0,4	*18,0*	*1,1*	*2 103,3*	*5,6*
15	Canada	36 286,4	487,6	1 529,8	2,0	15,2	0,9	0,4	1,0
Sous-total top 15		**40 184,6**	**540,0**	**55 562,4**	**73,6**	**1 352,5**	**80,2**	**33,7**	**2,4**
Monde		**7 442,1**	**100,0**	**75 543,5**	**100,0**	**1 685,9**	**100,0**	**226,5**	**2,2**

° : chiffre de 2014 pour les dépenses militaires. Pas de données fiables pour 2015.

Sources : - Population : Banque mondiale, http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.POP.TOTL
- PIB : Banque mondiale, http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/NY.GDP.MKTP.CD
- Dépenses militaires : SIPRI, http://www.sipri.org/research/armaments/milex/milex_database

ANNEXE 3.
Les dépenses militaires des pays membres et candidats de l'UE et des États-Unis, 2007-2016, en millions de USD, aux prix et taux de change de 2015

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	% variation 2007-2016
Union européenne (UE)												
1	Allemagne	38 364	39 467	40 958	41 405	40 221	41 180	38 803	38 628	39 813	40 985	6,8%
2	Autriche	3 315	3 212	3 000	2 982	2 915	2 877	2 765	2 788	2 665	2 829	-14,7%
3	Belgique	4 851	5 288	4 981	4 771	4 603	4 552	4 436	4 357	4 218	4 028	-17,0%
4	Bulgarie	1 054	883	839	798	676	692	740	698	661	756	-28,2%
5	Chypre	358	359	392	407	377	344	311	293	328	352	-1,8%
6	Croatie	902	1 036	944	874	905	827	791	756	753	687	-23,9%
7	Danemark	3 879	4 029	3 788	4 033	3 759	3 876	3 556	3 399	3 364	3 488	-10,1%
8	Espagne	18 298	18 197	17 469	17 582	16 220	16 404	14 311	14 289	14 937	14 994	-18,1%
9	Estonie	456	440	398	310	330	385	398	426	469	494	8,4%
10	Finlande	2 799	3 014	3 164	3 097	3 146	3 182	3 189	3 003	3 051	3 243	15,8%
11	France	54 164	53 622	57 240	54 623	53 288	52 551	52 419	53 195	55 342	55 681	2,8%
12	Grèce	7 691	8 550	8 964	6 889	5 546	4 905	4 581	4 543	4 948	4 986	-35,2%
13	Hongrie	xxx	1	25	36	42	38	41	45	50	52	xxx
14	Irlande	1 147	1 188	1 173	1 118	1 059	1 003	998	994	997	993	-13,4%
15	Italie	33 114	34 326	33 363	32 422	31 815	29 554	28 388	26 402	25 295	27 966	-15,5%
16	Lettonie	496	486	309	234	242	222	239	248	283	406	-18,2%
17	Lituanie	453	467	352	294	284	284	294	354	471	634	40,0%
18	Luxembourg	269	201	199	251	216	211	218	234	276	293	9,2%
19	Malte	46	48	52	53	47	44	46	48	52	57	22,6%
20	Pays-Bas	10 667	10 483	10 709	10 258	9 914	9 316	8 677	8 691	8 668	9 249	-13,3%
21	Pologne	7 588	6 889	7 265	7 602	7 707	7 775	7 709	8 572	10 213	9 791	29,0%
22	Portugal	3 907	3 921	4 289	4 230	4 041	3 588	3 954	3 454	3 557	3 750	-4,0%
23	Roumanie	2 190	2 414	2 052	1 890	1 955	1 902	2 047	2 237	2 581	2 816	28,6%
24	Royaume-Uni	61 610	64 360	65 610	64 230	61 518	58 896	56 408	54 938	53 862	54 217	-12,0%
25	Slovaquie	1 208	1 238	1 183	1 036	889	889	805	831	986	1 036	-14,2%
26	Slovénie	645	683	688	685	553	476	422	404	401	405	-37,3%
27	Suède	5 520	4 909	4 815	5 210	4 899	5 002	5 031	5 330	5 387	5 344	-3,2%
28	Tchèque, République	2 618	2 232	2 298	2 086	1 878	1 744	1 669	1 593	1 763	1 923	-26,6%
Union européenne		**266 708**	**270 908**	**275 574**	**268 532**	**258 141**	**251 893**	**243 244**	**240 748**	**245 389**	**251 455**	**-5,7%**
Pays candidats												
29	Albanie	171	201	159	171	170	166	156	152	132	142	-16,9%
30	A.R.Y. de Macédoine	157	144	140	119	111	105	105	103	106	106	-32,5%
31	Montenegro	65	74	68	69	68	60	54	57	56	67	2,7%
32	Serbie	895	869	854	829	796	769	745	752	724	714	-20,2%
33	Turquie	13 656	13 809	14 777	14 478	14 619	14 939	15 310	15 397	15 881	14 974	9,7%
États-Unis (US)		636 674	683 776	738 621	758 890	749 533	706 918	650 851	610 636	596 010	606 233	-4,8%
Reste du monde [M-(UE+US)]		572 492	606 442	652 093	667 412	691 978	735 973	778 296	812 757	840 533	830 315	45,0%
Monde (M)		**1 475 874**	**1 561 126**	**1 666 287**	**1 694 834**	**1 699 652**	**1 694 785**	**1 672 391**	**1 664 142**	**1 681 932**	**1 688 003**	**14,4%**

«. .» = données non disponibles

Note : Les pays ne contribuent au total de l'UE qu'à partir de l'année de leur adhésion (grisé = pas encore membre de l'UE) ; 2004-2006 = UE 25 ; 2007-2013 = UE 27 avec l'adhésion de la Bulgarie et de la Roumanie ; à partir du 1er juillet 2013 = UE 28 avec l'adhésion de la Croatie.
Source : GRIP, sur la base de SIPRI *Military Expenditure Database*, http://www.sipri.org/databases/milex

ANNEXE 4.
Population, PIB et dépenses militaires des pays membres et candidats de l'Union européenne et des États-Unis en 2016

		Population en 2016 *en milliers*	PIB en 2016 *millions USD prix courant*	PIB en 2016 *millions d'euros prix courant*	Devise nationale		Taux de change moyen en 2016 1 euro =	Dépenses militaires en 2016 *millions devise nationale prix courants*	*millions d'euros prix courants*	*en euros par habitant*	*en % du PIB*
	UE28										
1	Allemagne	82 668	3 466 757	3 131 951	euro	€	1,00	37 135	37 135	449	1,19%
2	Autriche	8 747	386 428	349 108	euro	€	1,00	2 588	2 588	296	0,74%
3	Belgique	11 348	466 366	421 326	euro	€	1,00	3 674	3 674	324	0,87%
4	Bulgarie	7 128	52 395	47 335	nv. lev	bgn	1,96	1 337	684	96	1,44%
5	Chypre	1 170	19 802	17 889	euro	€	1,00	319	319	273	1,78%
6	Croatie	4 171	50 425	45 555	kuna	hrk	7,53	4 728	628	150	1,38%
7	Danemark	5 731	306 143	276 577	cour.	dkk	7,45	23 657	3 177	554	1,15%
8	Espagne	46 444	1 232 088	1 113 098	euro	€	1,00	13 467	13 467	290	1,21%
9	Estonie	1 316	23 137	20 902	euro	€	1,00	454	454	345	2,17%
10	Finlande	5 495	236 785	213 917	euro	€	1,00	2 935	2 935	534	1,37%
11	France	66 896	2 465 454	2 227 350	euro	€	1,00	50 408	50 408	754	2,26%
12	Grèce	10 747	194 559	175 769	euro	€	1,00	4 497	4 497	418	2,56%
13	Hongrie	9 818	124 343	112 334	forint	huf	311,44	353 097	1 134	115	1,01%
14	Irlande	4 773	294 054	265 655	euro	€	1,00	903	903	189	0,34%
15	Italie	60 601	1 849 970	1 671 308	euro	€	1,00	25 259	25 259	417	1,51%
16	Lettonie	1 960	27 677	25 004	euro	€	1,00	368	368	188	1,47%
17	Lituanie	2 872	42 739	38 611	euro	€	1,00	575	575	200	1,49%
18	Luxembourg	583	59 948	54 158	euro	€	1,00	266	266	456	0,49%
19	Malte	437	10 949	9 892	euro	€	1,00	52	52	119	0,53%
20	Pays-Bas	17 018	770 845	696 400	euro	€	1,00	8 367	8 367	492	1,20%
21	Pologne	37 948	469 509	424 165	nv. zloty	pln	4,36	36 818	8 438	222	1,99%
22	Portugal	10 325	204 565	184 809	euro	€	1,00	3 404	3 404	330	1,84%
23	Roumanie	19 705	186 691	168 661	leu	ron	4,49	11 230	2 501	127	1,48%
24	Royaume-Uni	65 637	2 618 886	2 365 964	livre sterl.	gbp	0,82	35 763	43 641	665	1,84%
25	Slovaquie	5 429	89 552	80 903	euro	€	1,00	936	936	172	1,16%
26	Slovénie	2 065	43 991	39 742	euro	€	1,00	365	365	177	0,92%
27	Suède	9 903	511 000	461 649	cour.	sek	9,47	45 569	4 812	486	1,04%
28	Tchèque Rép.	10 562	192 925	174 293	cour.	czk	27,03	47 783	1 768	167	1,01%
	Total UE28	**511 497**	**16 397 980**	**14 814 328**					**222 754**	**435**	**1,50%**
	CANDIDATS										
29	Albanie	2 876	11 927	10 775	lek	all	137,36	18 206	133	46	1,23%
30	A.R.Y. de Macédoine	2 081	10 900	9 847	denar	mkd	61,60	5 908	96	46	0,97%
31	Montenegro	623	4 173	3 770	euro	€	1,00	61	61	98	1,61%
32	Serbie	7 057	37 745	34 100	dinar	rsd	123,12	79 024	642	91	1,88%
33	Turquie	79 512	857 749	774 911	nv. lire	try	3,34	44 716	13 375	168	1,73%
	Total candidats	**92 150**	**922 494**	**833 403**					**14 306**	**155**	**1,72%**
--	États-Unis	323 128	18 569 100	16 775 770	dollars	usd	1,11	611 186	552 160	1 709	3,29%

Sources : Dépenses militaires : SIPRI ; Population : Banque mondiale ; PIB : Eurostat (2014 pour le Monténégro), sauf Albanie et Turquie : Banque mondiale (valeur en dollars convertie en euros au taux Eurostat de 2015) ; Taux de change : Eurostat.

ANNEXE 5.
Les 60 principaux exportateurs, 2007-2016
Indicateur de tendance (millions TIV)

		2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2007-2016
1	États-Unis	7 892	6 828	6 927	8 090	9 100	9 132	7 647	10 312	10 184	9 894	86 006
2	Russie	5 568	6 265	5 030	6 172	8 658	8 317	7 779	5 103	5 554	6 432	64 878
3	Allemagne	3 310	2 378	2 534	2 735	1 345	820	727	1 762	1 792	2 813	20 216
4	France	2 410	2 007	1 929	899	1 766	1 033	1 517	1 705	2 080	2 226	17 572
5	Chine	505	636	1 140	1 477	1 274	1 599	2 113	1 168	1 764	2 123	13 799
6	Royaume uni	974	967	1 050	1 151	1 025	899	1 580	1 575	1 139	1 393	11 753
7	Espagne	601	602	951	263	1 429	546	728	1 050	1 151	483	7 804
8	Italie	725	422	521	529	939	753	877	700	692	802	6 960
9	Ukraine	626	382	415	479	568	1 492	671	640	347	528	6 148
10	Israël	544	349	737	655	572	449	432	399	694	1 260	6 091
11	Pays-Bas	1 209	463	486	381	540	805	348	654	474	466	5 826
12	Suède	336	454	411	661	697	480	390	347	185	249	4 210
13	Suisse	300	459	228	239	311	244	174	339	437	186	2 917
14	Canada	333	238	186	244	321	339	262	247	357	127	2 654
15	Corée du Sud	279	109	224	197	331	218	347	163	165	534	2 567
16	Norvège	65	118	155	159	151	172	175	164	240	150	1 549
17	Turquie	58	97	63	72	86	143	156	188	290	277	1 430
18	Belarus	6	224	41	159	97	65	268	68	142	81	1 151
19	Afrique du Sud	126	139	103	235	71	182	96	64	61	59	1 136
20	Australie	18	25	72	115	143	45	54	91	83	127	773
21	Ouzbékistan	0	0	209	209	209	0	0	0	34	68	729
22	Belgique	19	217	243	9	111	22	55	10	11	13	710
23	Finlande	77	79	51	60	40	102	75	91	23	66	664
24	Brésil	53	92	43	151	31	33	40	41	38	109	631
25	Pologne	163	73	75	28	8	24	142	24	11	3	551
26	Tchèque, rép.	32	32	23	5	11	8	41	27	138	129	446
27	Jordanie	13	12	28	113	0	20	25	114	18	20	363
28	Autriche	100	15	42	48	51	24	29	15	9	14	347
29	Portugal	0	99	46	0	0	0	0	18	7	169	339
30	Iran	0	43	45	45	86	21	12	43	9	0	304
31	Roumanie	32	0	2	1	0	108	108	0	0	0	251
32	Singapour	0	0	31	24	13	76	1	2	48	46	241
33	Inde	23	15	27	5	3	0	14	36	42	42	207
34	Émirats arabes unis	3	1	34	39	3	0	33	5	63	12	193
35	Danemark	6	17	14	8	21	33	9	17	25	25	175
36	Irlande	29	26	26	25	1	25	26	13	0	0	171
37	Pays non identifiés	0	35	13	28	3	20	9	25	7	21	161
38	Serbie	5	45	1	31	4	11	11	10	29	0	147
39	Bulgarie	9	4	16	4	2	7	21	8	66	4	141
40	Montenegro	109	0	0	18	0	0	0	0	0	0	127
41	Chili	0	100	0	0	0	0	0	20	0	0	120
42	Indonésie	0	1	0	0	8	0	0	0	0	94	103
43	Libye	10	18	32	28	0	0	0	0	0	0	88
44	Nouvelle Zélande	0	0	0	0	0	75	0	0	1	6	82
45	Moldavie	19	29	20	0	11	0	0	0	0	0	79
46	Arabie saoudite	0	0	0	1	62	0	0	0	0	0	63
47	Corée du Nord	20	20	20	0	0	0	0	1	0	0	61
48	Hongrie	9	0	0	0	0	0	41	0	0	0	50
49	Slovaquie	22	8	0	0	0	4	1	8	6	0	49
50	Venezuela	0	3	40	0	0	0	0	0	0	0	43
51	Japon	40	0	0	0	0	0	0	0	0	0	40
52	Syrie	0	0	20	20	0	0	0	0	0	0	40
53	Brunei	0	0	0	0	24	0	0	0	0	12	36
54	Kyrgyzstan	18	14	0	0	0	0	0	0	0	0	32
55	Egypte	0	0	0	0	0	0	0	7	22	0	29
56	Taïwan (Rép. de Chine)	0	0	16	0	0	2	0	0	4	0	22
57	Bosnie-Herzégovine	0	0	0	0	14	0	3	0	0	0	17
58	Soudan	0	0	0	0	0	0	11	0	0	0	11
59	Botswana	0	0	0	0	0	4	4	0	0	0	8
60	Géorgie	0	0	0	0	0	0	0	0	0	7	7
	Autres	4	1	0	0	1	0	0	6	5	3	20
	Total	**26 700**	**24 161**	**24 320**	**25 812**	**30 141**	**28 352**	**27 052**	**27 280**	**28 447**	**31 073**	**273 338**

Source: SIPRI *Arms Transfers Database*, < http://www.sipri.org/databases/armstransfers>

ANNEXE 6.
Les 60 principaux importateurs, 2007-2016
Indicateur de tendance (millions TIV)

		2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2006-2015
1	Inde	2 299	1 878	1 909	2 997	3 666	4 465	5 170	3 199	2 858	2 547	30 988
2	Arabie saoudite	229	391	824	1 083	1 222	1 025	1 607	2 731	3 347	2 979	15 438
3	Chine	1 692	1 892	1 407	1 045	1 128	1 703	1 390	1 151	1 143	993	13 544
4	Pakistan	694	1 071	1 200	2 182	1 088	1 052	1 162	797	723	759	10 728
5	Corée du Sud	1 755	1 683	796	1 282	1 574	1 077	184	717	275	1 333	10 676
6	Émirats arabes unis	919	753	561	607	1 210	1 088	2 241	737	1 249	1 278	10 643
7	Algérie	509	1 529	1 075	834	1 126	807	302	438	883	2 882	10 385
8	Australie	677	445	775	1 509	1 567	876	244	927	1 529	1 060	9 609
9	États-Unis	819	951	968	1 101	995	1 196	787	566	528	512	8 423
10	Turquie	692	640	732	484	770	1 503	767	1 556	458	437	8 039
11	Singapour	358	1 116	1 485	1 018	940	839	791	666	147	173	7 533
12	Égypte	675	333	159	686	630	281	675	360	1 404	1 483	6 686
13	Irak	275	378	398	434	574	476	353	632	1 403	1 734	6 657
14	Vietnam	8	172	61	152	1 023	733	362	1 139	842	1 196	5 688
15	Grèce	1 712	516	1 229	652	80	37	52	199	763	318	5 558
16	Venezuela	774	737	358	208	594	680	1 165	171	162	37	4 886
17	Indonésie	587	244	441	225	250	218	802	1 124	441	382	4 714
18	Royaume uni	776	490	376	491	360	578	494	211	397	260	4 433
19	Japon	517	681	613	394	306	244	298	313	351	330	4 047
20	Israël	862	676	153	67	85	120	153	510	672	607	3 905
21	Maroc	27	46	39	306	1 403	836	76	560	46	254	3 593
22	Malaisie	526	508	1 512	421	5	47	71	73	117	273	3 553
23	Taïwan (Rép. de Chine)	12	11	60	97	198	425	553	1 088	638	120	3 202
24	Norvège	567	624	588	159	614	149	62	21	143	140	3 067
25	Azerbaïdjan	213	33	145	155	557	339	398	601	338	257	3 036
26	Pologne	990	596	169	158	87	230	152	253	164	170	2 969
27	Canada	455	407	101	228	344	205	194	316	413	258	2 921
28	Afghanistan	41	150	344	377	660	521	235	288	116	176	2 908
29	Italie	525	224	113	115	298	219	91	145	294	868	2 892
30	Chili	662	397	335	475	326	62	54	141	144	39	2 635
31	Qatar	27	0	286	30	198	319	73	55	518	901	2 407
32	Bangladesh	88	13	0	35	137	206	662	201	625	438	2 405
33	Birmanie	138	93	52	68	667	398	251	101	245	261	2 274
34	Brésil	189	179	156	317	312	311	223	228	230	125	2 270
35	Espagne	339	349	235	290	181	238	176	127	164	97	2 196
36	Afrique du Sud	954	493	134	180	212	132	2	50	2	0	2 159
37	Oman	16	75	93	30	21	120	490	736	123	393	2 097
38	Pays-Bas	240	157	296	193	149	376	332	11	64	117	1 935
39	Syrie	20	276	193	298	368	371	361	15	0	0	1 902
40	Koweit	279	5	9	85	113	31	73	692	359	194	1 840
41	Colombie	230	110	248	255	145	207	164	190	207	29	1 785
42	Jordanie	176	161	234	87	215	176	75	196	236	196	1 752
43	Portugal	60	144	369	892	168	40	13	3	1	19	1 709
44	Thaïlande	8	13	64	49	267	285	378	105	166	318	1 653
45	Mexique	0	22	59	112	229	259	63	98	392	388	1 622
46	Allemagne	82	293	339	283	84	157	113	114	101	38	1 604
47	Finlande	108	135	42	50	58	76	320	196	288	202	1 475
48	Kazakhstan	82	25	39	58	62	94	141	99	422	225	1 247
49	Turkmenistan	0	7	36	27	237	115	69	102	172	392	1 157
50	Iran	331	62	62	103	100	46	31	13	13	374	1 135
51	Soudan	33	128	89	182	173	95	130	61	116	63	1 070
52	Pérou	172	0	43	46	63	10	49	153	248	136	920
53	Nigéria	52	19	65	188	68	7	35	225	183	74	916
54	Russie	100	0	8	22	11	103	141	202	118	169	874
55	Danemark	146	96	130	17	0	109	42	177	46	95	858
56	Suède	50	51	57	51	191	206	52	43	45	77	823
57	**Autriche**	**269**	**190**	**286**	**7**	**8**	**8**	**6**	**2**	**0**	**13**	**789**
58	Ouganda	0	5	23	37	471	219	20	0	5	3	783
59	Belgique	174	203	90	32	21	32	46	103	56	4	761
60	Roumanie	98	78	56	105	80	21	20	0	22	183	663
	Autres	1 396	1 212	1 602	1 739	1 456	1 564	1 621	1 354	1 295	1 700	14 939
	Total	**26 704**	**24 166**	**24 321**	**25 810**	**30 145**	**28 362**	**27 057**	**27 282**	**28 450**	**31 079**	**273 376**

Source: SIPRI *Arms Transfers Database*, < http://www.sipri.org/databases/armstransfers>

LES RAPPORTS DU GRIP

2014/4 **Répertoire des entreprises du secteur de l'armement en Belgique**, Louis Discors et Luc Mampaey, 48 p., 7 €

2014/5 **Initiatives de l'UE pour le contrôle des armes légères : vers une meilleure coordination,** Cédric Poitevin, 40 p., 7 €

2014/6 **Le traçage des armes sur les lieux de conflits : leçons et perspectives,** Claudio Gramizzi, 22 p., 6 €

2014/7 **Au vent mauvais : Comment la vente des Mistral à la Russie sape les efforts de l'Union européenne,** Roy Isbister et Yannick Quéau, 20 p., 6 €

2015/1 **Quelle place occupe la Turquie sur les marchés de défense ?,** Yannick Quéau, 28 p., 7 €

2015/2 **Armes artisanales en RDC : enquête au Bandundu et au Maniema**, Georges Berghezan, 44 p., 7 €

2015/3 **Groupes armés au Katanga : épicentre de multiples conflits,** Georges Berghezan, 38 p., 7 €

2015/4 **Traité de non-prolifération nucléaire : l'échec de 2015 mènera-t-il au succès de la première commission ?**, Jean-Marie Collin, 32 p., 6 €

2016/1 **Conseil de coopération du Golfe, une politique de puissance en trompe-l'œil**, Léo Géhin, 32 p., 6 €

2016/2 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2015**, Luc Mampaey et Christophe Stiernon, 56 p., 8 €

2016/3 **Armes nucléaires américaines en europe : les raisons du statu quo**, Maïka Skjønsberg, 48 p., 8 €

2016/4 **Contrôle de l'utilisation finale des armes: pratiques et perspectives**, An Vranckx, 36 p., 6 €

2016/4 **Containing diversion: arms end-use and post-delivery controls**, An Vranckx, 40 p., 6 €

2016/5 **Le Japon, nouvel exportateur d'armements : histoire, régulations et perspectives stratégiques** Bruno Hellendorff, 48 p., 8 €

2016/6 **Résumé du SIPRI Yearbook 2016 - Armements, désarmement et sécurité internationale** Traduction GRI P, 32 p., gratuit

2016/7 **Rapport de forces au Haut-Karabakh Frictions, dissuasion et risque de déflagration,** Léo Géhin, 36 p., 6 €

2016/8 **Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2016**, Luc Mampaey et Christophe Stiernon, 51 p. , 8 €

2016/9 **Crise nord-coréenne : diplomatie, menace nucléaire et défense antimissile,** Bruno Hellendorff et Thierry Kellner, 44 p. , 8 €

2016/10 **RDC : les enjeux du redécoupage territorial**. **Décentralisation, équilibres des pouvoirs, calculs électoraux et risques sécuritaires,** Michel Luntumbue, 28 p., 6€

2017/1 **Défense européenne : l'enjeu de la coopération structurée permanente,** Frédéric Mauro, 52 p, 8€

2017/1 **PESCO : European defence's last frontier**, Frédéric Mauro, 52 p., 8€

2017/2 **RDC : enjeux et portraits autour d'un enlisement électoral**, collectif, 64 p., 8€

2017/3 **Bosnie-Herzégovine, 25 ans plus tard, de la guerre à une difficile réconciliation**, Georges Berghezan, 60 p., 8€

2017/4 **Traité sur le commerce des armes**, **Le point sur les discussions et la mise en oeuvre par les États**, Léo Gehin et Cédric Poitevin, 28 p., 6€

2017/5 **Fonds européen de la défense - l'UE au secours de l'industrie**, Federico Santopinto, 32 p., 6€

2017/6 **Le remplacement des F-16 belges - Processus et enjeux**, Denis Jacqmin, 48 p., 8€

Abonnez-vous en quelques clics aux « Rapports du GRIP » : www.grip.org
10 numéros par an pour 60 € (frais de port inclus)

DÉPENSES MILITAIRES, PRODUCTION ET TRANSFERTS D'ARMES - Compendium 2017

Ce rapport présente une synthèse des principales tendances et statistiques relatives aux dépenses militaires mondiales, à la production et aux transferts internationaux d'armements conventionnels, sur la base des Fact Sheets et des bases de données du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI).

En 2016, les dépenses militaires mondiales se sont élevées à 1 666 milliards de dollars, soit 2,2% du produit intérieur brut mondial et environ 227 dollars par habitant. Après treize années consécutives d'augmentation (1998 à 2011), les dépenses militaires mondiales se sont stabilisées, avec quelques diminutions mineures entre 2011 et 2014 et de légères augmentations en 2015 et 2016. Les États-Unis comptent à eux seuls pour 36% du total mondial.

Le volume des transferts d'armements conventionnels majeurs a augmenté de 8,4% entre la période 2007-2011 et la période 2012-2016, constituant un record depuis la fin de la Guerre froide. Les États-Unis, la Russie, la Chine, la France et l'Allemagne ont été les cinq plus grands exportateurs entre 2012 et 2016. Ensemble, ils représentent 74% du volume total des exportations d'armes, tandis que les États-Unis comptent à eux seuls pour 33% de ce total.

Le chiffre d'affaires cumulé réalisé dans la production d'armements par les 100 principaux producteurs d'armement dans le monde est évalué à 370,7 milliards de dollars pour l'année 2015. Ce chiffre marque un recul de 0,6% par rapport à 2014, et la deuxième année consécutive de déclin. Les ventes d'armes des entreprises américaines ont diminué de 2,9%, celles des producteurs d'armes d'Europe occidentale ont augmenté de 6,6%. Les six entreprises françaises classées au Top 100 ont augmenté leurs ventes d'armes de 13,1%, contribuant ainsi fortement à la croissance régionale. La croissance de l'industrie de l'armement russe s'est poursuivie en 2015 avec une hausse de 6,2% par rapport à 2014. Les entreprises d'armement sud-coréennes du Top 100 se distinguent avec une croissance de leurs ventes de 31,7% en 2015.

La valorisation boursière des firmes d'armement cotées affiche une nette surperformance par rapport aux indices généraux, ce qui pourrait indiquer que les marchés financiers, confortés par les déclarations optimistes des bureaux d'audit et des dirigeants d'entreprises sur les effets positifs des guerres et tensions dans le monde, anticipent une relance des commandes et dépenses militaires.

Dr Aude FLEURANT (SIPRI), Noel KELLY (SIPRI), Dr Sam PERLO-FREEMAN (SIPRI), Pieter D. WEZEMAN (SIPRI), Siemon T. WEZEMAN (SIPRI), Nan TIAN (SIPRI), Dr Luc MAMPAEY (GRIP).

GRIP

ISBN : 978-2-87291-103-5

9 782872 911035